

ZOOM



◀ CRISE POLITIQUE : DES UKRAINIENS D'ICI TÉMOIGNENT D 2

VASTEL : PLAIDOYER POUR LA PAYSANNERIE D 5

Le retour des « vieux »

Après un séjour à la retraite, plusieurs reviennent au travail

■ Les vieux ont entrepris d'effectuer un retour massif sur le marché du travail. Le mouvement, qui va exactement à l'inverse de tout ce que le Québec a connu depuis 25 ans, trouve son point d'origine en 2002. Même s'ils ne comptaient que pour 13% de la population, les travailleurs de 55 à 64 ans ont alors obtenu 31% des nouveaux emplois, tous genres confondus, et 38% des emplois à plein temps.



Anne-Marie Voisard

AMVoisard@lesoleil.com

« La tendance se maintient », informe le sociologue Daniel Mercure, qui tire ses statistiques du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH). Il s'empresse néanmoins d'ajouter : « c'est une nouvelle qu'on n'avait pas vu venir ». À tel point d'ailleurs que les syndicats ne réalisent pas le revirement qui en train de se produire, lequel a déjà rendu obsolètes les phrases du style : « Ah ! Si les vieux peuvent partir ».

Non seulement ils reviennent en masse, mais de plus en plus ils vont rester. Avis aux *baby-boomers* qui envisagent de quitter comme leurs aînés l'ont fait à la fin des années 90. Liberté 55 ! Le slogan qui donnait des ailes aux retraités quinquagénaires appartient au passé.

En l'espace de trois ans seulement, soit depuis 2001, le taux d'activité des travailleurs de 55 à 64 ans a franchi la barre des 50%. C'est deux points de plus qu'en 1976, avant que s'amorce la décroissance. Celle-ci a atteint son creux en 1995. Les travailleurs âgés ne formaient plus à ce moment que 40% de la main-d'œuvre.

LE CŒUR ET LA PÉRIPHÉRIE

Mais les temps changent. Et il n'y a pas vraiment lieu de s'en plaindre, pense Daniel Mercure, qui est professeur à l'Université Laval et président d'honneur de l'Association internationale des sociologues de langue française. « Un modèle de société est peut-être en train de se construire », croit-il. Or les jeunes, bien que ça ne paraisse pas toujours évident à première vue, sont gagnants.

M. Mercure explique : « Le marché du travail est dual ». Pour aider à comprendre, il trace deux cercles concentriques. Un petit qu'il appelle le cœur. Un grand au-

Depuis 2001, le taux d'activité des travailleurs de 55 à 64 ans a franchi la barre des 50%

tour qui représente la périphérie. Dans le cœur, se situent les *baby-boomers*, du moins ceux qui bénéficient de la sécurité d'emploi, mais à qui on demande désormais d'être polyvalents. De là sont partis les gens qui se sont prévalus des offres de retraite anticipée. Leur départ a permis à d'autres d'accéder au noyau central, avec les avantages que cela comporte. Ils attendaient jusque-là en périphérie, où se situent toutes les formes de précarité (sous-traitance, travail autonome, à temps partiel, contrats, etc.).

Nouveauté dans le paysage, ce sont les jeunes, désormais au cœur, qui deviennent permanents et bénéficient des conditions dont jouissaient leurs aînés... pourvu que des clauses « orphelin » (doubles échelles salariales selon la date d'embauche) ne viennent tirer la rémunération vers le bas. Selon le professeur, c'est « le pire cas »

Voir RETOUR en D 12 ▶

Plus d'informations Page D 3

Demain :

L'obsession de la jeunesse

Rester actif, la clé pour contrer la peur de vieillir



Visiblement, l'heure de la retraite n'est pas encore arrivée pour plusieurs travailleurs québécois. Avis aux « baby-boomers » qui envisagent de partir comme leurs aînés ont fait à la fin des années 90 : « Liberté 55! », le slogan qui donnait des ailes aux retraités quinquagénaires, appartient au passé.

689-7786

C'est bon la vie!

Superbe choix de cafés en grains ou moulus (Jamaïcain Blue Mountain, Kona Royal Hawai..., cafés équitables (Sumatra, Costa Rica, Pérou, Colombie...), cafés décaféinés (Kenya, Guatemala, espresso...), thés en feuilles (verts ou noirs).
Au comptoir: cafés à la tasse ou au bol (allongé, latte, mocha...), petits déjeuners, soupes, sandwiches variés...

LES HALLES DE SAINTE-FOY
Angle du Vallon et Quatre-Bourgeois

Paroles d'Ukrainiens

LE SOLEIL a demandé à quatre membres de la petite communauté ukrainienne de Québec de livrer leur point de vue sur la crise politique qui secoue leur ancienne patrie. Ukrainiens d'origine ou nés de parents ukrainiens, ils ont tous gardé des liens quasi organiques avec l'Ukraine. Au point d'en refléter les cruelles divisions. Grâce à leur témoignage, les échos de ce qu'on appelle déjà la révolution orange résonnent jusqu'à Québec, leur ville d'adoption.

En Ukraine, les deux candidats à la présidence s'entendent sur une seule chose. Le second tour des élections présidentielles, le 21 novembre, a été entaché par de nombreuses fraudes. Dans une circonscription du centre du pays, le taux de participation a atteint... 127 %. À un autre endroit, on a fait voter les électeurs avec des stylos à l'encre sympathique, qui disparaissent au bout de quatre ou cinq minutes. On a aussi identifié des bureaux de scrutin où tous les votes ont été attribués au même candidat, sans même qu'on ait pris la peine de les compiler.

Après de longues journées de délibération, la Cour suprême ukrainienne a finalement ordon-



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

né la reprise du second tour de scrutin, à l'origine d'une crise politique sans précédent. Dans le coin droit, Viktor Ianoukovitch, l'actuel premier ministre, qui rappelait que les résultats officiels lui donnaient 3% d'avance et que les fraudeurs n'avaient pu jouer un rôle déterminant. Dans le coin gauche, Viktor Iouchtchenko, qui soutenait que les élections avaient été volées et qui se présentait comme le véritable vainqueur du scrutin.

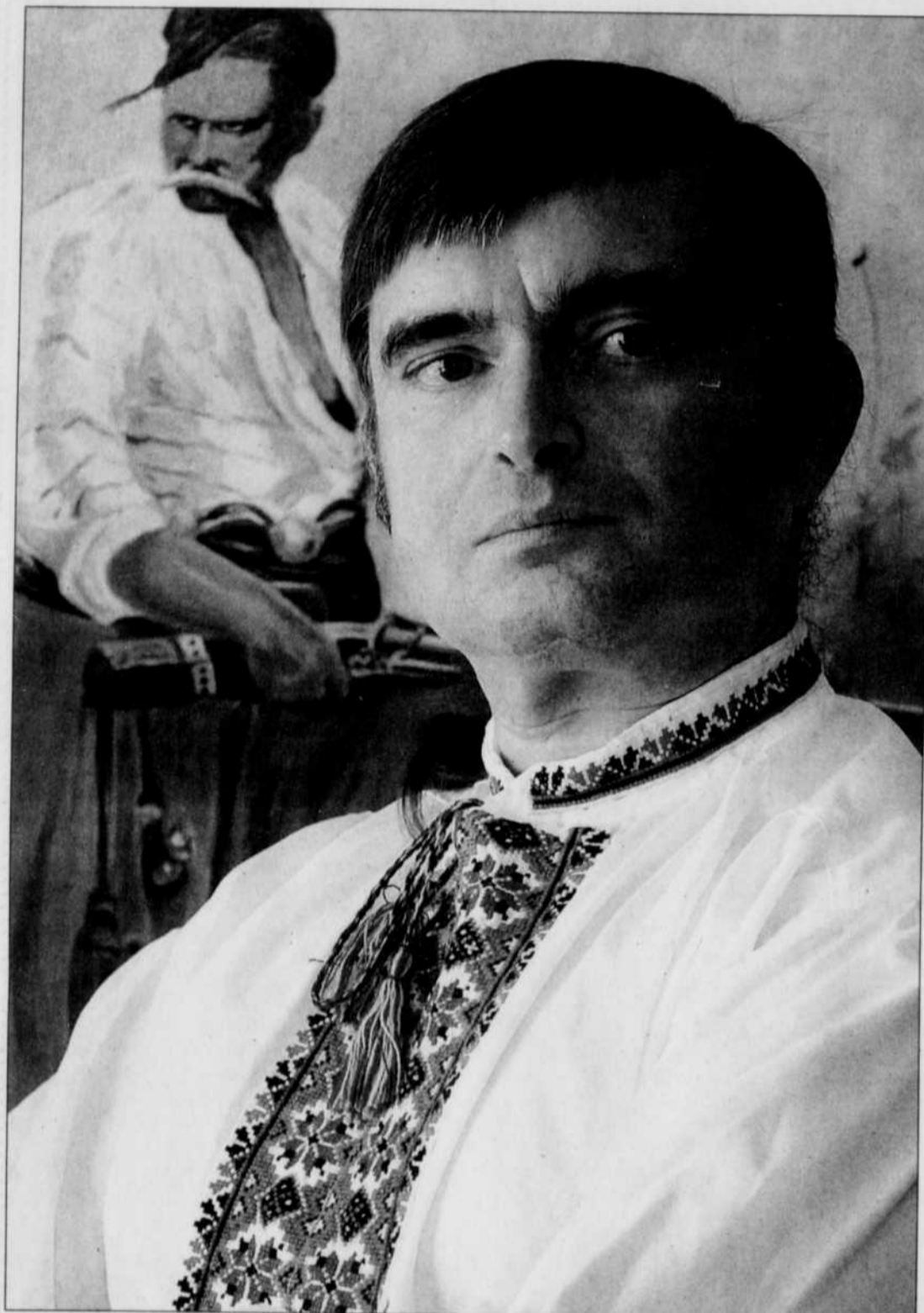
L'imbroglio électoral a pris une tournure dramatique lorsque des centaines de milliers de partisans de M. Iouchtchenko sont descendus dans les rues, en brandissant des bannières orange, la couleur

de leur révolution. La colère est encore accentuée par l'incertitude entourant l'état de santé du candidat Iouchtchenko, défiguré au cours de la campagne électorale par une mystérieuse maladie. M. Iouchtchenko prétend qu'il a été empoisonné par les autorités. Ces dernières évoquent plutôt un empoisonnement provoqué par... des sushis avariés.

En début de semaine, le pouvoir a vacillé sous la pression de la rue. À Kiev, la capitale, 100 000 personnes assiégeaient l'édifice de la Commission électorale et plusieurs bâtiments gouvernementaux. Pendant un moment, on a pu croire à une répétition des révolutions pacifiques survenues en Géorgie et en Serbie. La fronde a même gagné les médias ukrainiens, pourtant réputés pour leur docilité. Mardi, à la

télévision, le journaliste qui traduisait le téléjournal pour les sourds-muets a contredit en direct le lecteur des nouvelles. Pendant que ce dernier parlait, elle faisait signe aux téléspectateurs qu'on était en train de mentir et que les résultats des élections avaient été falsifiés!

La crise ukrainienne est compliquée par la division très nette du pays en deux. L'Est, davantage russophone, a voté pour Viktor Ianoukovitch, le favori du président russe Vladimir Poutine. L'Ouest a plutôt donné son appui à Viktor Iouchtchenko, considéré comme davantage pro-européen. Le lobby de la Russie n'est pas toujours subtil. Le maire de Moscou a ainsi fait une tournée dans l'est du pays, encourageant au passage ceux qui préconisent la partition du pays en cas de victoire des contestataires.



Pour illustrer la complexité de la situation, Michael Reshitnyk rappelle l'immense différence qui subsiste entre les villes et les campagnes ukrainiennes.

Michael Reshitnyk

Photographe

«J'ai l'impression d'assister à la seconde indépendance de l'Ukraine. Les médias présentent généralement la situation actuelle comme une lutte entre les régions russophones de l'Est et les régions nationalistes de l'Ouest. Je pense que tout cela est exagéré. Ce n'est pas une affaire d'ethnies. En réalité, c'est une lutte à finir entre un gouvernement du peuple et un gouvernement corrompu. C'est vrai qu'il y a plus de russophones à l'est, mais je pense que les populations de ces régions sont victimes d'oligarques qui contrôlent l'information. Les médias ukrainiens sont contrôlés par le pouvoir, comme en Russie. C'est seulement récemment qu'on a vu apparaître des médias contestataires.

«Vous savez, l'Ukraine revient de loin, continue Reshitnyk. Du temps de l'URSS, dans la maison de ma tante, la radio n'était qu'une sorte d'amplificateur avec un fil. Elle ne permettait de capter qu'une seule chaîne. Même aujourd'hui, à la radio d'État, l'équivalent de Radio-Canada, il y a très peu d'informations. On parle du prési-

dent Leonid Kouchma qui a coupé un ruban quelque part, ou qui a rencontré le dirigeant d'un autre pays. C'est tout.»

Pour illustrer la complexité de la situation, M. Reshitnyk rappelle aussi l'immense différence qui subsiste entre les villes et les campagnes. «Il n'y a pas beaucoup de classe moyenne en Ukraine. Elle commence à peine à resurgir, comme à Kiev, par exemple. Mais dans les campagnes, les choses n'ont pas beaucoup changé depuis les années 40. Dans ma famille, ils n'ont pas l'eau courante. Les paysans travaillent dans des coopératives, comme du temps de l'Union soviétique. La différence, c'est qu'ils peuvent posséder un petit lopin de terre, sur lequel ils concentrent toutes leurs énergies. Autour de leur maison, la moindre parcelle de terre est cultivée. Les tracteurs sont rares, et souvent ils doivent prendre les pièces de l'un pour arriver à en réparer un autre. Les visiteurs sont toujours très étonnés de voir des rangées de paysans qui font encore les foins à la faux, comme autrefois.»

Anne Skarvinko

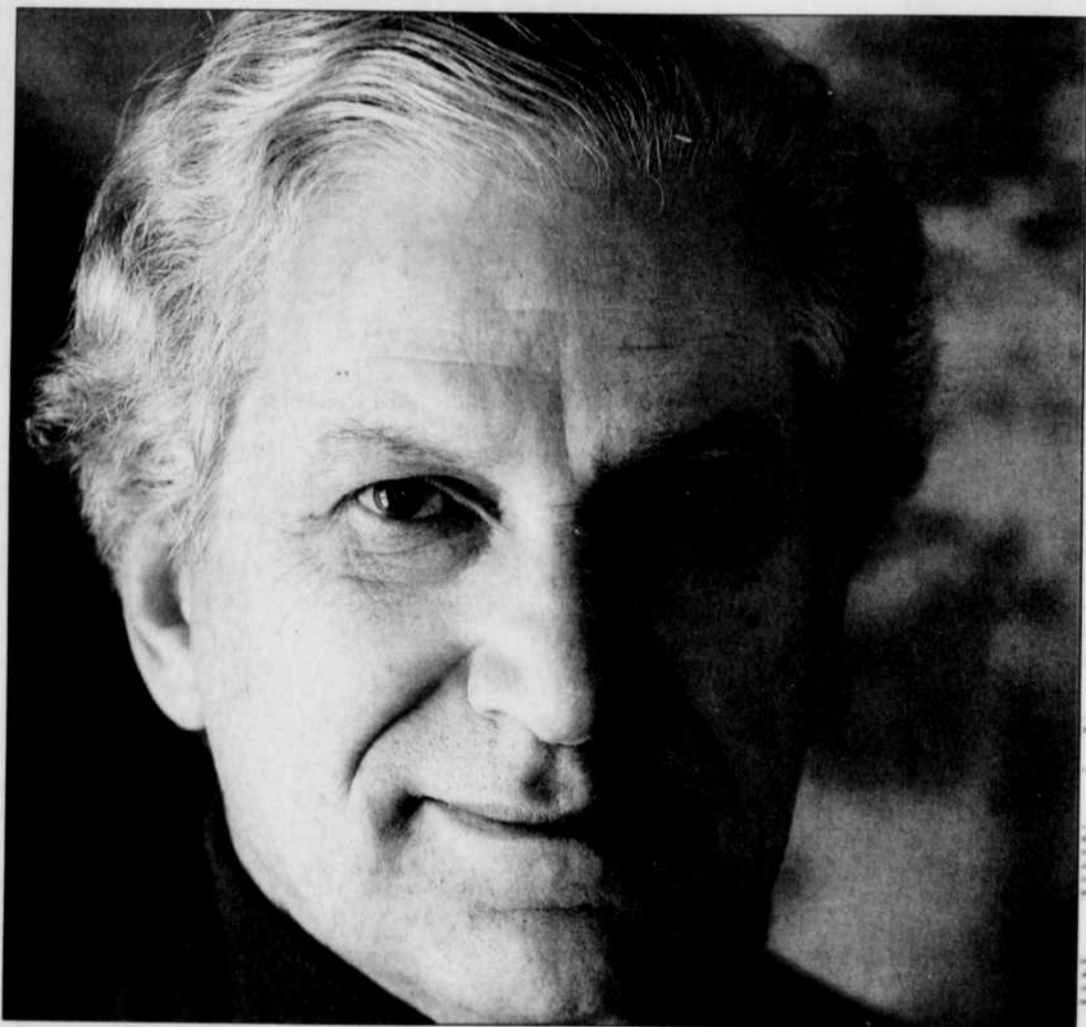
Fonctionnaire au ministère du Développement économique et régional

Anne Skarvinko estime que la crise provient en bonne partie de l'ambiguïté des relations entre l'Ukraine et la Russie. «La Russie a beaucoup d'intérêts politiques et économiques en Ukraine. Elle a un peu l'impression que l'Ukraine lui appartient. Même le maire de Moscou est venu s'afficher avec le vainqueur des élections. C'est de l'ingérence, c'est inacceptable. Est-ce qu'on pourrait imaginer que le maire de New York vienne appuyer un candidat aux élections canadiennes?»

Selon M^{me} Skarvinko, il est facile de constater que l'ouest de l'Ukraine est beaucoup plus nationaliste, beaucoup plus méfiant envers la Russie. Encore faut-il pouvoir l'expliquer. «Avant la Deuxième Guerre mondiale, le territoire ne faisait pas partie de l'Union soviétique. Les gens de

l'Ouest ont vécu moins longtemps sous le régime communiste. L'est du pays a davantage subi les effets des politiques de russification, en particulier sous Staline. C'est pour cela qu'une bonne partie de la population parle russe.»

M^{me} Skarvinko précise que le mouvement de contestation n'est pas seulement une affaire de nationalisme. «Je pense qu'il y a aussi un profond sentiment de révolte contre la corruption politique. Le gouvernement actuel, dont fait partie le candidat Viktor Ianoukovitch, n'a pas fait beaucoup progresser le pays. Il contrôlait aussi étroitement les médias. Mais depuis quelques semaines, c'est différent. On a vu des journalistes refuser de répéter les mensonges du pouvoir. Les gens espèrent. C'est pour ça que je suis du côté de la révolution orange.»



Historiquement, l'Ukraine a été dominée par les pays voisins, explique Allen Petryk.

Allen Petryk

Géologue à la retraite

Né au Québec de parents ukrainiens, Allen Petryk a été géologue au ministère des Ressources naturelles. Aujourd'hui à la retraite, il suit avec passion les événements d'Ukraine, même si les liens directs avec le pays se sont un peu distendus, avec le temps. Pour lui, les manifestations actuelles traduisent un besoin profond d'affirmation nationale. «Les Ukrainiens veulent davantage d'indépendance, même s'ils savent bien qu'il y a des limites. C'est un peu comme le Canada avec les États-Unis. L'Ukraine a besoin de la Russie, qui constitue un client majeur. Et la Russie a besoin du lien économique direct avec l'Ukraine, un pays très riche en matières premières. Vous savez, les Russes et les Ukrainiens sont très proches. La culture est très proche. La langue aussi. C'est une querelle entre frères. Ou entre cousins, si vous préférez.»

Historiquement, M. Petryk explique que

l'Ukraine a été dominée par les pays voisins. «Dans l'histoire récente, c'était la Russie. Un peu avant, l'Ouest faisait partie de la Pologne ou de l'Empire austro-hongrois. Quand c'est la Russie qui dominait, toutes les décisions importantes étaient prises à Moscou. Les Ukrainiens n'étaient pas formés pour détenir des postes-clés dans leur propre économie.»

M. Petryk met en garde ceux qui pourraient tenter d'établir des parallèles entre le nationalisme en Ukraine et celui du Québec. «Je raconte souvent une anecdote à mes amis québécois. Au moment de la séparation avec l'URSS, en 1991, une étude a démontré que les nombreuses minorités à l'intérieur de l'Ukraine étaient très favorables à l'indépendance. Les minorités n'avaient pas peur de la domination des Ukrainiens. Elles ne les voyaient pas comme un peuple dominateur.»

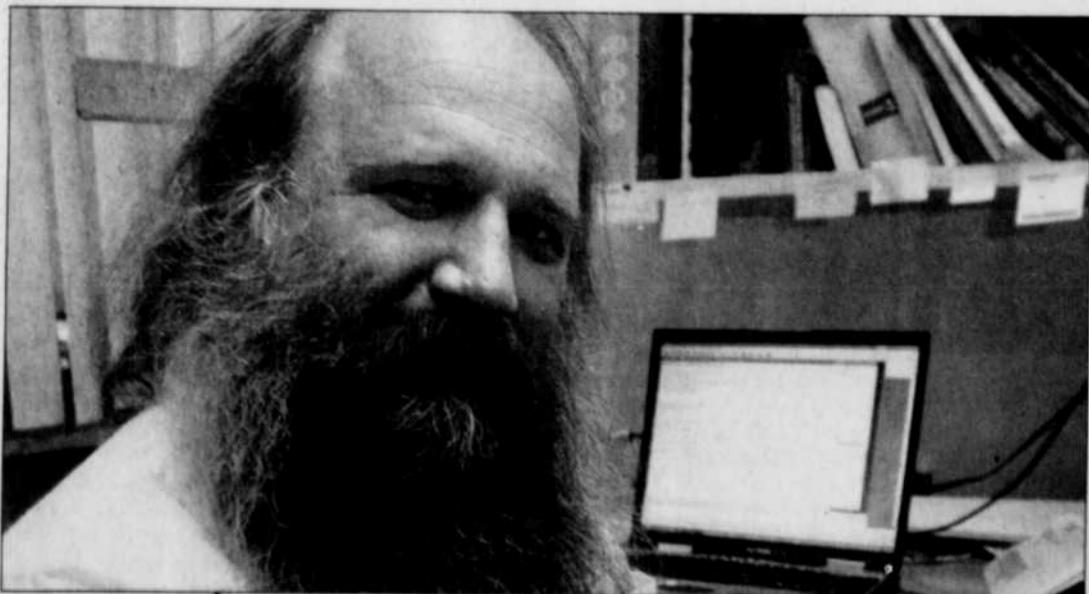
Igor Timofeev

Professeur à l'Université Laval

Originaire d'Odessa, dans le sud de l'Ukraine, Igor Timofeev s'est établi à Québec au terme d'un postdoctorat en neurobiologie à l'Université Laval, au début des années 90. Il porte sur son pays d'origine un jugement extrêmement nuancé. Le chercheur ne doute pas que le scrutin du 21 novembre ait été marqué par de nombreuses fraudes, mais il ne croit pas que cela ait changé l'issue du scrutin. «Le vainqueur a gagné par un peu moins d'un million de votes. Si on table sur environ 1% de fraudes, ce qui est déjà considérable, ça n'a pas pu modifier le résultat final. D'après moi, que cela nous plaise ou non, la majorité des gens ont voté pour celui qu'on présente ici comme le méchant (Viktor Ianoukovitch, l'actuel premier ministre). Parce qu'ici, c'est souvent présenté comme cela. D'un côté le candidat des Russes, le méchant. De l'autre, le candidat de l'Europe, le gentil.

M. Timofeev estime que la division du pays peut devenir explosive. Il craint que la crise ne pousse une partie du pays à vouloir se séparer. «Peut-être qu'à plus ou moins long terme, la solution idéale serait la constitution de provinces très autonomes, pour apaiser les frustrations des uns et des autres. Je viens d'Odessa, dans le sud de l'Ukraine, une ville très multiethnique. Là-bas, je suis sûr que 90% des gens ont voté pour le candidat Ianoukovitch. Ils ne comprennent pas bien la révolte des gens de l'Ouest. Quand j'ai appelé mes parents, cette semaine, ils m'ont dit: «Les gens de l'Ouest veulent nous imposer leur président.»

À terme, M. Timofeev soutient l'organisation d'une autre élection. Reste une question épineuse: qui va les surveiller?



Igor Timofeev porte sur son pays d'origine un jugement extrêmement nuancé.

LE RETOUR DES « VIEUX »



Certains observateurs du monde du travail entrevoient des problèmes économiques avec la décroissance, dès 2010-2011, de la population en âge de travailler. Car bien que cela semble paradoxal, l'éventuel départ des têtes blanches va conduire au chômage.

Gros nuage noir à l'horizon

La population en âge de travailler commencera à décroître dès 2010

ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

■ Un gros nuage noir s'en vient. Mais les gens ne le réalisent pas encore, si ce n'est quelques esprits aux aguets. À partir de 2010-2011, la population en âge de travailler va diminuer.

Diane Bellemare, vice-présidente à la recherche au Conseil du patronat, s'en inquiète. Car elle entrevoit à l'horizon les problèmes économiques. Bien que cela semble paradoxal, l'éventuel départ des têtes blanches va conduire au chômage.

Docteure en économie, vice-présidente à la recherche au Conseil du patronat du Québec (CPQ), après avoir été pdg de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, M^{me} Bellemare élabore en partant du secteur de la construction. Déjà, la moyenne d'âge y est très élevée, et la relève se fait rare. Parce qu'il manque d'électriciens, de soudeurs, etc., les entreprises préféreront aller ailleurs plutôt que de s'établir dans la province. Les quelques travailleurs disponibles manqueront de boulot.

UN PROBLÈME QUÉBÉCOIS

« C'est un problème québécois », indi-

que M^{me} Bellemare. En Ontario, l'immigration aide à compenser. Aux États-Unis, le taux de fécondité est plus élevé qu'ici. De plus, nous avons eu tendance jusqu'à aujourd'hui à prendre notre retraite plus tôt que les voisins. Un document de la Régie des rentes précise que « l'âge moyen de retrait du marché du travail pour les hommes était de 60 ans en 2000 au Québec, de 61,5 ans au Canada et de 61,8 ans pour les pays membres du G7 ».

Dans la fonction publique, c'est plus faible encore. Josianne Fortin, conseillère en communications au Conseil du trésor, informe que la moyenne d'âge des départs, pour les cinq dernières années, est de 57,49 ans.

N'empêche ! À l'exception des télécommunications, et de tout le champ de l'informatique, bureautique, où la main-d'œuvre est jeune, les travailleurs sont vieux. C'est vrai chez les infirmières, où la pénurie oblige celles

qui restent à cumuler les heures supplémentaires. Ça a été aussi en éducation, où on peine à trouver des suppléants pour remplacer les absents. Cela dit, Emploi-Québec prévoit que 370 000 travailleurs prendront leur retraite avant 2007. C'est autant de postes à pourvoir, auxquels devraient s'ajouter 285 000 nouveaux emplois. Telles sont les perspectives professionnelles pour cette période.

Dans ce contexte, il n'y a rien d'étonnant à ce que les mentalités évoluent. Et que les pouvoirs, tant politiques qu'économiques, commencent à regarder d'un œil plus favorable la rétention de la main-d'œuvre. Mais il y a encore beaucoup à faire.

SONDAGE CHEZ LES PATRONS

Le CPQ a tenu, en 2001, un sondage chez ses membres, pour s'apercevoir que la grande majorité (85%) n'étaient pas prêts à affronter le vieillissement. Aussi, la moitié d'entre eux (51%) ne voulaient pas stopper les programmes de retraites anticipées. Diane Bellemare fait valoir toutefois que près des trois quarts des entreprises (72%) s'avouent disposées « à modifier l'organisation du travail afin d'inciter les tra-

vailleurs à y rester et 91% à développer des formules de compagnonnage ou de jumelage ». Elle en déduit qu'elles s'accrochent à s'engager dans la retraite progressive.

C'est d'ailleurs ce qu'affirme le Programme d'action 2004-2006 du CPQ. Mais il apporte un bémol. « Cependant, elles (les entreprises) ne veulent pas être contraintes à garder leur personnel au travail; elles souhaitent de la souplesse et de la flexibilité. » Autrement dit, on garde qui on veut.

DES LOIS À CHANGER

M^{me} Bellemare, bien avant sa venue au CPQ, a côtoyé de près le monde du travail. Comme chercheuse, elle a notamment publié en collaboration *Le Paradoxe de l'âgeisme dans une société vieillissante* (Télé-université et Éditions Saint-Martin, 1998). Cet ouvrage, riche en statistiques, consiste pour l'essentiel en une étude de cas. Six entreprises, dont Bell Canada et Télé-Métropole, racontent comment elles en sont venues à se sentir concernées par le vieillissement de leur personnel.

De la retraite anticipée, qui a succédé aux mises à pied, nous voici donc maintenant à la retraite progressive

ou graduelle. « Il va falloir assurer le transfert des connaissances et de l'expertise, et définir des modes de relève souples et adaptés », lit-on dans le *Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007, de la fonction publique*. Et pour cause. D'après les projections, le nombre des départs passera de 1400, en 2004-2005, à plus de 3200, en 2010-2011, l'année où on prévoit qu'il sera le plus élevé.

Finies donc les primes ou autres mesures qui incitent à quitter. Claude Chrétien, spécialiste en transition de carrière, les appelle les ponts d'or. Désormais, on parlera davantage de mentorat, de tutorat, de *coaching*. Les vieux se voient proposer des mandats spéciaux. On mise sur eux pour assurer la transition. Encore faut-il que, financièrement, ils y trouvent profit. Dans un avis daté de 2002, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre demande des modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, pour que ceux qui restent ne soient pas pénalisés. Le CPQ partage cette opinion. Il veut aussi que soit amendée la loi de la Régie des rentes.

Pour l'instant, on ne sait encore trop ce qui va en résulter. Mais les vieux sont désirés.

Le rappel des retraités, l'ultime sélection

ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

Le retour au travail des vieux, au dire de Jean Carrette, sociologue, c'est le système à la japonaise, façon Toyota, Mitsubishi. L'employeur s'offre ainsi le luxe de procéder à une dernière sélection. « On ne rappelle que les meilleurs. Et on paie moins cher. »

M. Carrette a fait carrière en gérontologie, spécialement à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il a fondé Espaces 50+, avant de quitter pour la retraite en janvier 2002.

Espaces 50+ se définit comme « un mouvement citoyen ». En particulier, il s'est donné la mission de combattre l'âgeisme, soit la discrimination selon l'âge. Et parce qu'à l'UQAM, Jean Carrette avait l'impression d'être considéré comme « un outil de marketing » pour mousser l'Université du troisième âge, Espaces 50+ vole désormais de manière autonome.

Mais ça n'empêche pas ce militant et professeur renommé de revenir à l'UQAM par la voie des charges de cours. L'invitation ressemble à ce qui suit. Une voix au bout du fil : « Comme on n'a trouvé personne, on a pensé à vous. » Et la réponse n'a pas tardé. « J'ai dit : "oui, bien sûr, ça m'intéresse". »

DU BEURRE SUR LES ÉPINARDS

À 62 ans, Jean Carrette a envie de continuer. Il ne rate pas une occasion de « réagir contre l'image sociale dévalorisante ». Pour ce faire, il a d'ailleurs écrit des livres, dont *Droit d'ainesse*, en 2002, et *L'Âge dort* en 1999, tous deux publiés chez Boréal. L'analogie avec

l'âge d'or n'est pas fortuite. C'est à dessein que M. Carrette a opté pour ce titre, en pensant à « la Fédération de l'âge d'or qui vend des assurances pour la Floride... de l'enfantillage organisé », à son avis.

Au lieu de ça, Espaces 50+ soutient un groupe dans Hochelaga-Maisonneuve qui s'occupe à préparer une Semaine de l'expérience. « Ce qui est très loin d'Alzheimer », dit-il. À l'automne se tiendra « la folle nuit du printemps des aînés ». Si M. Carrette et ses membres essaieraient dans la région de Québec, sans doute joindraient-ils les rangs de ceux qui combattent le projet Rabaska. C'est ce que pense le sociologue. Tout ce qui est de l'ordre de « l'action communautaire » les intéresse.

Le bénévolat aussi. Mais pourvu qu'il ne consiste pas à repasser des vêtements ou à s'occuper du vestiaire dans un sous-sol d'église humide. « Les aînés ne veulent pas être des bouche-trous, mais faire quelque chose qui rejoint leurs intérêts. » Un des moyens demeure le travail. D'autant plus que les vieux sont loin d'être nécessairement aussi à l'aise qu'on le croit, même ceux de la fonction publique. La moyenne des pensions que retirent annuellement les retraités de l'État, informe Jean Carrette, est de 18 000 \$.

« Pour mettre du beurre sur les épinards », plusieurs effectuent donc un retour. Mais comme ils disposent déjà d'un revenu, les employeurs sont moins généreux. Qu'à cela ne tienne, on accepte les conditions. « Les aînés souhaitent se réinvestir », note Jean Carrette. Ils viennent aussi pour les contacts sociaux.



Après une miniretraite de quatre mois et demi en 2000, Claude Frenette a refait le saut dans le marché du travail. Quatre ans plus tard, voilà que cet ex-directeur adjoint de la polyvalente Mont-Sainte-Anne est le nouveau directeur de la polyvalente Chanoine-Beaudet, à Saint-Pascal-de-Kamouraska.

Une deuxième carrière de directeur d'école

ANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

Liberté 55 ! Claude Frenette sait ce que ça signifie. Il est né en 1945, donc il appartient à la cohorte des aînés du *baby-boom*. En 2000, après 35 ans de service dans l'enseignement, il a pris sa retraite comme directeur adjoint de la polyvalente Mont-Sainte-Anne, à Beauport.

Vous pensez qu'il se repose ? Qu'il occupe son temps en jouant au golf l'été, en skiant l'hiver ? Détrompez-vous.

Le nouveau directeur de la polyvalente Chanoine-Beaudet, à Saint-Pascal-de-Kamouraska, c'est lui. « Je suis en probation », dit-il. Ça demande explication. Heureusement, M. Frenette ne se laisse pas prier pour en donner.

Quand il a quitté, à 55 ans, comme tous ceux de sa génération... « peut-être que je me suis senti un peu fatigué ». Mais pas pour longtemps. Après être resté quatre mois et demi sans travailler, il est allé frapper à la porte de Réno-Dépôt. Tout de suite, il fut embauché comme « associé sur le plancher », c'est-à-dire vendeur. Ses études en pédagogie lui ont vite obtenu un poste de formateur en outillage et quincaillerie. Puis il est devenu coordonnateur des ventes.

Comment comprendre qu'un directeur d'école se retrouve dans ce genre de commerce ? « Ma première maison, je l'ai faite avec un menuisier. » Donc, il n'était pas un pur néophyte.

Puis, comme les horaires ne lui convenaient pas, Claude Frenette a changé d'emploi. Il est entré chez Clément, le magasin de vêtements et meubles pour enfants. Il y est resté jusqu'à ce que le téléphone sonne.

« JE M'AMUSE »

C'était le 9 septembre. « Aurais-tu intérêt à occuper une charge de directeur d'école ? » Le 20, il prenait les rênes. « Je m'amuse », dit-il. Cependant, le défi de diriger une polyvalente de 479 élèves n'en existe pas moins. « Tu veux pas passer pour un deux de pique. » Sauf que l'expérience aide. « On apprend à travailler avec ses forces, pas ses faiblesses. Les qualités compensent pour les défauts. »

Claude Frenette a désormais son pied-à-terre à Saint-Pascal, mais il garde sa maison de Beauport. Il fait la navette, sa femme aussi, chacun son tour. « Quand on est vieux, on se casse moins la tête. » Ce régime devrait s'étirer sur quelques années, dit l'ex-retraité qui se réjouit d'avoir « une très bonne santé ».

ÉDITORIAL

Président et Éditeur ANDRÉ PROVENCHER
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR
 Directeur de l'édition PIERRE-PAUL NOREAU
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

Un pari bœuf



Pierre-Paul Noreau

PPNoreau@lesoleil.com

La confrontation entre l'Union des producteurs agricoles (UPA) et les propriétaires de l'abattoir Colbex-Levinoff a pris fin jeudi avec l'annonce d'une entente de principe permettant aux producteurs de devenir propriétaires de l'entreprise à 80 %. Tous les acteurs de ce compromis obtenu à l'arraché ont des raisons d'être satisfaits et d'être déçus. Mais le succès global de l'opération repose largement sur un pari, celui d'une remontée des prix grâce à la réouverture des frontières américaines.

En attendant, des questions importantes demeurent, les plus importantes étant : La situation des producteurs sera-t-elle meilleure à moyen terme et le coût à supporter par les contribuables dans cette transaction sera-t-il raisonnable ?

Chose certaine, les propriétaires de l'abattoir Colbex trouvent leur compte dans le prix de vente de leur entreprise. Ils avaient le gros bout du bâton. Ils ont malgré tout dû céder leur abattoir et leur salle de coupes, l'équivalent d'une machine à imprimer de l'argent dans le contexte actuel de fermeture des frontières américaines en raison de la crise de la vache folle.

Le monopole tant dénoncé est maintenant contrôlé par l'UPA. Mais il faudra le payer et le financer. Pour les premiers mois, le prix réclamé par les producteurs de 42 ¢ la livre est garanti par du soutien gouvernemental. Mais au bout des huit mois prévus par l'entente, ces derniers devront continuer seuls, même si l'embarco américain n'est pas levé. La rentabilité de l'abattoir devra alors être suffisante pour assurer le financement de l'acquisition et le juste prix pour les animaux de réforme. Toute la gageure est là.

Il ne faut pas s'étonner que la solution n'ait pas fait l'unanimité chez les producteurs, compte tenu des risques de l'opération et de la nécessité de s'afficher une nouvelle fois comme des quémandeurs de l'argent public.

Le gouvernement du Québec peut, lui, se féliciter d'être partie prenante à une solution qui permet à la crise de se résorber. Mais ni la ministre Françoise Gauthier ni le gouvernement Charest n'en retirent la moindre gloire. Les producteurs sont en fait amers que la crise ait traîné pendant 18 mois.

Si on ne peut reprocher à l'UPA d'être un lobby puissant puisque c'est justement là son rôle, on doit s'inquiéter cependant de l'incapacité des derniers ministres de l'Agriculture de leur faire contrepoids.

Pour l'instant, la crise est résorbée. La situation financière difficile des producteurs agricoles le sera un peu moins pendant les prochaines semaines, dans la mesure où le gouvernement fédéral met bel et bien l'épaule à la roue et que l'entente finale se signe avec les propriétaires de l'abattoir Colbex.

Mais si l'ouverture des frontières américaines ne se fait pas d'ici quelques mois, limitant les débouchés pour les animaux de réforme, les prix resteront bas et le problème, sans doute entier.

Il faut oser davantage



Gilbert Lavoie

GLavoie@lesoleil.com

Bernard Landry a l'érudition d'un universitaire, l'expertise d'un grand mandarin, et la détermination d'un politicien aguerri. Il est malheureux que les contraintes politiques de sa fonction ne lui laissent pas l'indépendance d'esprit nécessaire pour nous faire profiter pleinement de son érudition et de son expertise.

Le chef péquiste a lancé hier une réflexion sur les enjeux économiques du Québec. L'initiative forcera ses adversaires à tenter de faire mieux, mais on aurait pu espérer qu'il profiterait de l'occasion pour « oser » davantage. La lecture de son texte n'indique pas de changement majeur dans sa pensée économique.

Son chapitre sur le rôle de l'État dans l'économie montre un désir de mieux calibrer les interventions et d'éviter que le gouvernement ne se substitue aux entreprises. Ce n'est pas un gros virage. D'ailleurs, en entrevue éditoriale, le chef du PQ n'a montré aucun regret pour les investissements dans la Gaspésie, et a fait porter le blâme sur les libéraux. Or s'il est un dossier où l'intervention a misérablement échoué, c'est bien celui là. Il faut avoir le courage de l'admettre.

L'interventionnisme a connu ses succès. M. Landry a rencontré l'équipe du SOLEIL en plein cœur du quartier Saint-Roch, devenu un centre urbain dynamique grâce à la vision de Jean-Paul L'Allier, et à l'appui des gouvernements Bouchard et Landry. Il faut se féliciter de tels succès, mais savoir aussi admettre ses erreurs.

Toujours en entrevue éditoriale, Bernard Landry a reconnu que les tarifs d'électricité ne pouvaient pas demeurer gelés et il a presque admis que les tarifs universitaires devraient également être révisés. Mais il a résisté aux questions le pressant d'aller plus loin, sous prétexte que dans l'opposition, un parti a le loisir de ne pas être trop précis. Encore là, ce sont des raisons politiques qui l'empêchaient de livrer le fond de sa pensée. C'est dommage. À la baisse dans les sondages, M. Landry n'a rien à gagner en jouant la trappe.

Le leader péquiste s'est tout de même livré à un exercice intéressant dans le dossier de l'énergie. Il a quantifié les bénéfices découlant à son avis de la vente massive d'électricité aux alumineries comme Alcoa. Il ouvre ainsi la porte à un débat plus éclairé à la commission parlementaire sur l'énergie qui reprendra ses travaux au début de 2005.

Bernard Landry fait partie de cette génération de politiciens et de grands mandarins qui ont façonné le Québec moderne. À l'instar des Claude Ryan, Claude Castonguay ou Arthur Tremblay, il sera consulté et écouté dans tous les milieux lorsqu'il aura mis un trait sur sa carrière politique. Sa réflexion d'hier sur l'économie n'avait pas la profondeur et l'audace qu'un libre-penseur de son calibre aurait pu fournir.

LA LIGUE DES VIEUX CROÛTONS



CHRONIQUE

Le Québec va rater le bateau

J'ai assisté, mercredi, à la conférence organisée par Radio-Canada et *La Presse*, intitulée « Quel modèle pour le Québec ». Au lieu de mettre face à face des partisans et des adversaires du modèle québécois, et reprendre nos vieilles chicanes en se regardant le nombril, la conférence s'ouvrait plutôt sur le monde, soit en sollicitant un regard extérieur sur notre modèle, soit en inscrivant la démarche québécoise dans le cadre plus large de l'affirmation des petites nations, soit en présentant les modèles d'autres pays.

Tout ce que j'ai entendu lors de cette conférence m'a renforcé dans le sentiment que le Québec était en train de rater le bateau. Pas parce que notre façon de faire les choses est mauvaise. Ce n'est pas le cas : ce que l'on appelle le modèle québécois a été à l'origine de très grandes réalisations. Mais parce que, partout dans le monde, ça bouge, ça change, ça innove, ça explose. Qu'on pense à l'Irlande ou à la Catalogne.

Mais pas au Québec. Nous vivons une phase de notre histoire où les forces dominantes sont celles de la résistance au changement et de l'immobilisme. La plupart d'entre nous sont bien conscients qu'il y a des choses à changer si nous voulons atteindre notre plein potentiel et résoudre nos impasses, ne serait-ce que celle des finances publiques. Mais les remises en cause suscitent de telles résistances que nous sommes devenus incapables de bouger, prisonniers de nos succès passés.

J'ai même l'impression que le Québec est tenté par un repli sur soi qui, à plus

petite échelle, ressemble à la longue période où les Québécois, pour protéger leur identité et résister à l'assimilation, se sont réfugiés derrière les remparts de la ruralité, de la religion, de la reproduction.

C'est cette logique que la Révolution tranquille a brisée en postulant que la modernisation et le changement constitueraient une protection bien plus efficace, et que l'identité québécoise serait bien plus solide si le Québec était fort et novateur. C'est cette audace et cette énergie qui ont donné les institutions et les pratiques que l'on appelle maintenant le modèle québécois.

Ce à quoi on assiste, c'est à un processus attristant où ce modèle essentiellement offensif est progressivement en train de devenir défensif, comme le modèle traditionnel qu'il avait remplacé. Autrefois une inspiration pour l'audace, le modèle québécois sert maintenant d'assise au *statu quo*. On se sert des acquis qu'il a permis et des fleurons qu'il a produits comme d'un rempart pour affirmer notre différence et protéger notre identité.

Comme autrefois, le changement, parce qu'il ébranle l'ordre établi, est donc invariablement défini comme une menace à ce que nous sommes : toucher au modèle, c'est attaquer le Québec. Et comme autrefois, ceux qui profitent de l'ordre établi deviennent des défenseurs du *statu quo*. Ils ne tournent plus autour du clergé, mais plutôt autour de notre nouvelle Église, un État dont la structure reflète les valeurs des années 60. Et c'est ainsi que des groupes qui ont été de réelles forces de changement, comme le monde syndical

ou certains courants du Parti québécois, incarnent maintenant le nouveau conservatisme de notre société.

Est-ce que c'est grave ? Disons oui, mais sans pour autant dramatiser. Le Québec n'est pas en crise. Il est même en relativement bonne posture. Le modèle qui est maintenant sur la sellette nous a bien servis, il a permis un remarquable rattrapage économique, une victoire sur le front de la langue, de beaux exemples d'innovation sociale. Mais ce modèle qui a permis l'accélération de la société québécoise contribue maintenant à la freiner.

Le Québec s'essouffle, ne réussit pas par exemple à poursuivre son rattrapage face au reste du Canada. Il fait face à une impasse budgétaire, qui l'empêchera de plus en plus d'avoir les moyens de ses aspirations. Combien de temps pouvons-nous accepter d'être les plus taxés, les plus endettés, sans pour autant avoir accès aux services collectifs auxquels nous aspirons ?

Contrairement au début du XX^e siècle, on ne peut plus se payer le luxe de figer pendant une génération ou deux. Les choses vont trop vite autour de nous. Et l'immobilisme nous prive d'un des rares avantages des petites sociétés, leur capacité d'adaptation rapide.

Le principal obstacle aux réformes, c'est la peur que la remise en cause du modèle québécois nous prive des outils dont une petite société a besoin pour affirmer et protéger son identité. Le défi, c'est donc de proposer un projet de changement qui ne se limite pas à se débarrasser du modèle québécois, mais qui, comme au début des années 60, remplace le vieux modèle par un nouveau, capable tout à la fois de nous protéger et de nous faire avancer.



Alain Dubuc

ADubuc@lesoleil.com
 Collaboration spéciale

CARREFOUR DES LECTEURS

L'église Saint-Jean-Baptiste sur la voie de la sauvegarde

L'église Saint-Jean-Baptiste, classée monument historique en 1991, œuvre maîtresse de l'architecte Joseph-Ferdinand Peachey dès 1883, est sur la voie de la sauvegarde. Lors d'un colloque international sur le patrimoine religieux tenu récemment à Québec, le professeur Luc Noppen faisait état de la difficulté pour le Conseil de fabrique de Saint-Jean-Baptiste et ses partenaires de trouver une solution pour la sauvegarde et la mise en valeur du lieu.

Le rapport GID de juin 2004 intitulé *Église Saint-Jean-Baptiste, Étude de prospection*, produit par la fabrique de Saint-Jean-Baptiste, financé par la Ville de Québec, le ministère de la Culture et des Communications et le Département des fabriques de l'archidiocèse de Québec, trace la voie de sa mise en valeur. À la suite des recommandations de ce rapport, il y a eu une période de flottement eu égard à la mise en disponibilité du lieu, mais le Conseil de fabrique confirme, par la présente, que la fabrique demeure propriétaire de l'église et que celle-ci reste ouverte au culte.

Un comité de sauvegarde est en formation en collaboration avec la fabrique et il regroupe le Comité du patrimoine et le Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste. Des résultats concrets sont prévus pour

le printemps prochain. D'ici là, la fabrique demeure active et propose un concert-bénéfice, le 19 décembre à 16 h, pour la sauvegarde de l'église avec les Violons du Roy et les Chanteurs de l'Atelier lyrique de Montréal, à l'église Saint-Jean-Baptiste. Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, en est le président d'honneur, et le cardinal Marc Ouellet, invité d'honneur.

Cette mise au point permettra, souhaitons-nous, de dissiper tout doute quant aux intentions du Conseil de fabrique de sauvegarder et de mettre en valeur ce bien patrimonial collectif.

Antoinette Joncas, marguillière
 Vice-présidente du Conseil de fabrique
 Saint-Jean-Baptiste

Haro sur les futurs profs !

(En réponse à « École branchée pour futurs profs débranchés », LE SOLEIL, 28 novembre 2004)

Il devient de plus en plus difficile d'être étudiant au baccalauréat en enseignement secondaire, ces jours-ci. Pauvre de nous ! On écrivait ainsi à la une que beaucoup de futurs enseignants « coulaient » leur examen d'entrée en français. Puis on nous accuse, statistiques à l'appui, d'être « débranchés », de ne pas savoir intégrer les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans nos cours. La prochaine fois, est-ce que ce sera : « Les futurs enseignants seront incompétents » ?

Quelle image nos élèves et leurs parents auront-ils de nous ? Que nous ne serons jamais aussi bons que ceux qui enseignaient avant ? C'est un métier exigeant et, pour le stagiaire qui n'est pas aussi à l'aise qu'un enseignant d'expérience, réaliser une activité avec les TIC demande plus de temps et d'effort que d'organiser une activité traditionnelle. Ce n'est pas impossible, mais c'est moins attrayant compte tenu de la tâche supplémentaire requise comme étudiant et stagiaire. Il faudrait cesser de nous lapider sur la place publique pour nous donner la chance de prendre de l'assurance, ce qui vient avec l'expérience. Ensuite nous en reparlerons...

Maxime Gauvin-Tremblay
 Étudiant en enseignement
 des mathématiques
 Sainte-Foy

D'AUTRES LETTRES à l'adresse suivante dans la section Opinion des lecteurs :
<http://lesoleil.cyberpresse.ca/>

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Êtes-vous d'accord avec le retour des retraités sur le marché du travail ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

OPINIONS



Plaidoyer pour la paysannerie

Michel VASTEL MVastel@lesoleil.com

« On a trouvé, en bonne politique, le secret de faire mourir de faim ceux qui, en cultivant la terre, font vivre les autres. » — Voltaire

C'est à dessein que j'emploie le mot « paysannerie », ou « paysan ». Il faut y revenir. En s'appelant « producteurs », ceux qui bûchent, labourent, élèvent, se sont aventurés sur un terrain, l'économie, où ils ne font pas le poids. Pas en 2004 en tout cas...

Oui, les producteurs agricoles et leur « Union » ont un problème. Un problème d'image. Il fallait entendre hier les sarcasmes des commentateurs. « Encore des subventions ! » « C'est notre argent, celui des contribuables ! » « Les producteurs agricoles ont encore arraché de l'argent à la force du poignet. » Ce sont en général les mêmes commentateurs qui courent après les tomates bios, achètent un agneau chez l'habitant, s'ébahissent devant les discours de l'Union paysanne. [Pour faire plus vrai et s'attirer la sympathie des bourgeois de la ville et des artistes à la mode, l'autre « Union » a effectivement repris le mot paysan : il doit bien y avoir une raison.]

À ces apôtres du retour à la terre en pantalon de velours, chemise carreautee et bottes en cuir de veau, je citerai cet extrait d'une lettre que m'envoyait, jeudi, un jeune « producteur » de Saint-Anselme — 37 ans, 80 vaches et 70 génisses : « Depuis quelques années, je me sens comme un mal peut-être pas si nécessaire que ça. On me demande de concurrencer la planète, sans bruits, sans odeurs, sans salaires, et si possible

sans retarder, avec notre matériel agricole, le peuple qui circule à toute allure. Faire partie de l'UPA est devenu honteux. Vive l'Union paysanne ! La preuve : les artistes sont de leur bord. J'ai parfois la mauvaise impression que sommeille, dans le cœur de plein de gens, le rêve de nous voir retourner vivre comme dans les publicités télévisées de Bell... »

C'est vrai que la campagne était belle quand la paysannerie étalait dans les champs ses silhouettes courbées, grattant la terre avec une houe de bois, abattant les gerbes de blé à la faucille, poussant d'un coup de bâton son troupeau de vaches... On en faisait de belles photos d'art. On en fait des films publicitaires aujourd'hui.

« Producteurs », les paysans le sont. Autant que le soudeur, le charpentier, l'informaticien. Et oui, eux aussi sont syndiqués. Quand l'État donne quelques centaines de millions à Bombardier, à General Motors ou à Tembec, tout le monde applaudit. C'est le « modèle québécois » qui veut cela. Mais quelques millions aux gens de la terre ? Pour les pontifes de la ville, le foin pousse tout seul comme le gazon en banlieue. Les animaux sont agréables de compagnie, comme le minou ou le pitou.

Les tomates et les pommes sont tellement bien lavées qu'elles ne sentent pas la sueur du paysan qui les a cueillies. Le pain goûte tellement bon qu'on oublie qu'il est fait de blé. [En fait, on y ajoute des noix, des olives ou des graines de sésame pour mieux cacher la terre sale d'où il vient !] Et le lait, la crème et le beurre sont telle-

ment dénaturés que les enfants ne savent même pas qu'il faut des vaches souillées de merde pour en produire.

Oui la paysannerie a un problème d'image et l'Union des producteurs agricoles y est pour quelque chose. Elle doit ramener la ville à la campagne en relançant les séjours à la ferme. Elle doit abandonner son discours misérabiliste — même si c'est effectivement la misère à l'occasion — et chanter la terre que les paysans occupent. Sans eux, le Québec ne serait qu'un vaste champ en friche. Les bourgeois trouveraient bientôt moins bucolique de se nourrir uniquement de baies sauvages et de racines de topinambours.

L'UPA doit raviver la fierté de la terre de chez nous, réinventer le goût de ce qui vient de chez nous. C'est alors que les Québécois exigeront des Provigo et autres Loblaw que leurs étalages aient un air de chez nous.

Car les batailles ne sont pas finies. Elles ne font que commencer. Les villes ne grugent pas seulement les bonnes terres, les citadins s'installent de plus en plus près des fermes. Et la cohabitation est de plus en plus difficile. La politique étant ce qu'elle est, et le poids électoral des banlieues ce qu'il vaut pour un parti, le ministre de l'Environnement est devenu l'ennemi de la paysannerie, alors qu'il devrait en être le premier défenseur.

En inscrivant dans la Charte des droits et libertés « le droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité », on place

une bombe à retardement dans les étables de tout le Québec. Par-dessus tout, on inscrit le droit d'une majorité d'imposer sa loi à l'infime minorité que représentent les 30 000 paysans du Québec. Et on enrichira sûrement quelques centaines d'avocats.

Comment plaider l'odeur du foin contre le bruit d'une faucheuse ? Comment plaider la beauté d'un jeune veau qui court dans le champ contre l'odeur du fumier de sa mère ? Comment plaider le chant du coq ou le braiment de l'âne contre le plaisir d'une grasse matinée à la campagne ?

Le devoir de solidarité des citoyens avec leurs compatriotes de la campagne est aussi une nécessité de survie. Voltaire a raison : on peut faire mourir de faim un paysan. Et l'on peut le faire mourir tout court...

J'ai beaucoup hésité à vous apporter cet autre témoignage. En fait, on m'a presque supplié de le taire. Mais une mort d'homme en fera peut-être réfléchir quelques-uns. Voici ce témoignage...

« J'ai rencontré un vieux producteur laitier que je connaissais depuis longtemps. Il pleuvait abondamment ce jour-là. L'homme avait la mine triste et, à la blague, je lui ai demandé si c'était le mauvais temps qui le rendait maussade. « C'est mon voisin, dit l'homme. Hier, j'ai été le voir pour l'inviter à la manifestation. Sa femme me dit qu'il était à l'étable. Je ne l'ai pas trouvé à l'étable. Alors, j'ai ouvert la porte de la grange et j'ai vu deux pieds qui se balançaient... »

« Chienne de vie ! » dirait-on dans une publicité de Bell.

POINT DE VUE

Offensive pour un développement durable

Bernard Landry

Député de Verchères et chef de l'opposition officielle

Avec un peu de recul, on peut voir que le monde est entré dans un nouveau cycle de son histoire. De la libéralisation des échanges, le système économique international est passé à la mondialisation. Du virage technologique des années 80, la science nous propulse vers la société du savoir. De la protection du territoire agricole en passant par celle de l'environnement, la terre exige que nous élargissions notre vision dans la conception du développement durable. De l'État-providence qui assure les droits sociaux, les citoyennes et les citoyens revendiquent la mise en place d'un État partenaire de leurs projets. De la survivance culturelle, en passant par l'autonomie, le peuple québécois réclame la pleine maîtrise de tous les moyens de son développement et, en fait, est prêt pour son indépendance.

Les performances remarquables réalisées par l'économie québécoise au cours des dernières années sont très encourageantes. Mais cela ne s'est pas fait sans difficultés. L'écart du niveau de vie entre le Québec et l'Ontario s'est maintenu autour de 20 % durant la quinzaine d'années marquées par les récessions du début des décennies 80 et 90. Mais nous n'avons pas baissé les bras. Au contraire, c'est le Québec qui a pris les devants et poussé en faveur de l'Accord de libre échange nord-américain, alors que le Canada hésitait à ouvrir ses frontières. Le Québec a réussi le premier virage technologique et il a su tirer profit de cet accord. Nous pouvons en être fiers.

Alors qu'il se classait au 17^e rang parmi les pays de l'OCDE en 1992, il se retrouve aujourd'hui au 10^e rang pour son niveau de vie. Que ce soit en termes de création d'emplois, de PIB par habitant ou d'investissements privés, le Québec est en voie de rattraper l'Ontario. Mais il ne faut surtout pas se satisfaire de ces résultats et se complaire. Il reste encore des écarts importants à combler puisque nous sommes toujours derrière l'Ontario pour le PIB par habitant, et ce, même en tenant compte du coût de la vie.

ÉCONOMIE ET ÉDUCATION

La performance de l'économie québécoise est intrinsèquement liée à celle de son système d'éducation. Les germes de confiance semés en 1960 ont fleuri dans nos écoles, dans nos collèges et dans nos universités. Notre richesse collective repose sur notre ressource la plus importante : la compétence des Québécoises et des Québécois.

Comparativement aux pays membres de l'OCDE, le Québec se classe parmi les 10 premiers pour ce qui est du taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

Toutefois, au cours des dernières années, on a pu remarquer une légère baisse du taux d'obtention d'un diplôme secondaire et celui d'un baccalauréat.

De 1982 à 2001, la part du PIB consacrée à l'éducation au Québec est passée de 9,3 % à 7,5 %. Non pas parce que l'État québécois a moins dépensé en



Le Québec doit maîtriser ses outils de développement, estime Bernard Landry.

éducation. Au contraire, au cours de cette période, les dépenses publiques en éducation ont augmenté de 75 %, alors qu'en santé, elles ont augmenté de 171 %. Voilà une tendance lourde qu'il faut freiner afin de redonner la priorité à l'éducation.

La compétition féroce du marché mondial est une autre tendance lourde à laquelle il faudra aussi s'adapter. Le Québec doit dorénavant concurrencer un grand nombre de pays à faibles coûts de main-d'œuvre qui sont aujourd'hui membres à part entière de l'Organisation mondiale du commerce. Il faut regarder les choses en face : nous affrontons un contexte plus difficile.

Le déficit budgétaire des États-Unis poussera le dollar américain à la baisse et nos exportateurs en souffriront. Cela rendra encore plus urgent le défi d'améliorer notre productivité. La Chine, l'Inde et d'autres pays accèdent à la technologie et connaissent un développement rapide de leur commerce international. Il est impossible de battre ces pays par la réduction de nos coûts de main-d'œuvre. Il faut plutôt miser sur nos forces : la compétence de nos travailleurs, notre capacité d'innovation, notre prépondérance dans des secteurs de pointe à haute valeur ajoutée.

Nous devons reprendre l'offensive et relever notre niveau de vie en créant une nouvelle richesse, en ayant une économie plus créative, plus concurrentielle, qui multiplie les emplois et, en même temps, une économie solidaire, qui partage cette richesse et qui préserve les ressources pour les générations futures.

Les principes du développement durable doivent devenir le premier critère pour l'élaboration des politiques économiques, sociales et environnementales. Plus qu'une priorité, c'est une obligation. Le développement durable ne se limite pas à la protection de l'environnement. Le concept, tel qu'il est maintenant formulé au sein des organismes internationaux, dont l'ONU, repose dé-

sormais sur l'équité autant, sinon plus, que sur la seule préservation de la nature. C'est en fait une vision renouvelée des politiques sociales-démocrates que le Québec a privilégiées depuis la Révolution tranquille. Le développement durable critique la façon de produire tout en accordant une place centrale à une véritable distribution de la richesse non seulement entre les classes sociales d'une même nation, mais aussi entre les générations et entre les peuples. C'est parce que la solidarité doit se déployer dans une éthique intergénérationnelle que le développement durable est désormais incontournable dans la gouvernance d'un État.

D'ailleurs, il fait partie de ces quelques principes grâce auxquels apparaît lentement mais sûrement un patrimoine commun mondial, qui réunit les peuples du monde dans un même souci de préserver des conditions de vie véritablement humaines sur l'ensemble de la planète.

EMPLOI ET RICHESSE

Il n'en demeure pas moins que la richesse, il faut la produire, et que l'emploi est encore le principal moyen de la répartir. Il faut également que le niveau de vie des Québécoises et des Québécois soit amélioré afin de rejoindre celui de l'Ontario. Ainsi, on peut dire qu'il y a deux moyens d'accroître le niveau de vie : travailler en plus grand nombre et travailler plus intelligemment.

Notre premier choix doit être de travailler plus intelligemment, c'est-à-dire être plus productif avec la même quantité de travail. Il existe toujours un écart de productivité entre le secteur manufacturier du Québec et celui des États-Unis qui s'explique malheureusement par leur plus grande capacité d'innovation et par le plus haut niveau de formation de leurs ressources humaines. Tant que cet écart subsistera, nous ne pourrions survivre à leur concurrence.

Il faut aussi travailler plus. Mais en mettant plus de monde au travail et non en sacrifiant la vie de famille et le désir

d'avoir des enfants, d'avoir une vie sociale, de participer aux activités de la communauté. Le développement durable du Québec exige que nous relevions le défi démographique, qui est le défi de la natalité bien plus que celui du vieillissement. De toute façon, il faut un marché du travail plus flexible, qui facilitera le maintien au travail de la main-d'œuvre la plus expérimentée en même temps que la vie familiale des jeunes ménages qui assureront la relève.

Pour réaliser ce nouveau virage vers le développement durable du Québec, il faut une stratégie consistante et concertée. L'éducation est au cœur de cette stratégie d'avenir.

Bâtir une société fondée sur le savoir, sur la créativité et sur la compétence, voilà ce qui doit constituer la priorité d'une politique de développement économique du Québec. L'éducation est la clé d'un développement économique et social durable ; elle doit redevenir la priorité du gouvernement du Québec.

Prioriser l'éducation à tous les niveaux ; favoriser l'apprentissage tout au long de la vie ; accroître l'innovation ; donner un deuxième souffle à la nouvelle économie ; rendre les régions apprenantes et innovantes ; accroître les investissements des entreprises et leurs exportations ; contrer et s'adapter à la pénurie de main-d'œuvre appréhendée ; créer un marché du travail plus flexible et adhérer aux principes du développement durable ; voilà, en résumé, les éléments d'une stratégie adaptée à la réalité de notre époque et aux enjeux du développement que l'on retrouve dans un document de réflexion intitulé « Regard sur les enjeux économiques du Québec » que j'ai dévoilé hier.

C'est le genre de stratégie qui a permis au Québec de réussir son virage technologique et de prendre la tête dans plusieurs secteurs de pointe.

MOBILISATION

Il faut donc se rassembler autour d'une dynamique et d'une vision d'avenir pour le Québec, à l'opposé de toutes les résignations et du défaitisme que nous constatons aujourd'hui dans les façons de faire du gouvernement libéral. Plus d'un an et demi après son élection, on se demande encore ce que le gouvernement a l'intention de proposer et de réaliser. Une société qui se contente de gérer le quotidien est une société sans avenir. Le gouvernement actuel applique les freins partout et c'est pour cette raison que nous n'allons nulle part. Nous roulons sans destination, sans même apercevoir l'horizon.

La stratégie que je propose est un appel à la mobilisation des partenaires socio-économiques de tout le Québec. Ouvrons un grand chantier pour réaliser ces deux premières priorités : l'éducation et le développement durable. Nous avons un rêve, un rêve d'invention et de succès, un rêve de prospérité et de partage, un rêve de présence dans le monde et d'ouverture au monde. Les moyens de réaliser ce rêve existent. Il n'en tient qu'à nous de prendre l'offensive.

Comme tous les pays, le Québec est confronté à des défis importants. Et ces défis seront encore plus difficiles à surmonter tant et aussi longtemps

que nous ne maîtrisons pas nous-mêmes nos outils de développement politiques, économiques et sociaux, tant que le Québec ne sera pas indépendant dans ses choix stratégiques.

Seule la souveraineté nous donnera les vrais moyens de réaliser une stratégie cohérente qui utilisera tous les moyens pour faire du Québec une société du savoir, qui nous fera prendre l'offensive du développement durable et devenir un pays compétitif, équitable et solidaire.

Dans le régime politique actuel, c'est au fédéral que l'on retrouve les principaux outils du développement économique. Dans tous les domaines, celui-ci exerce un pouvoir déterminant qui ne nous aide pas toujours, c'est le moins qu'on puisse dire. Ce n'est pas que le Canada soit malveillant ou incapable d'avoir des stratégies aussi brillantes que les nôtres. C'est qu'il ne peut avoir de stratégie qui ne convienne d'abord aux intérêts de sa majorité. Et le Québec fait de moins en moins partie de cette majorité.

L'oublier, c'est vraiment mal saisir les conditions de notre avenir.

Le Canada fait les choix qui lui conviennent et par lesquels il se bâtit en tant que nation. Le déséquilibre fiscal permet à Ottawa de multiplier les intrusions dans notre premier champ de compétence : l'éducation. Il le fait pour son propre bien, sans se préoccuper du tort qu'il cause au Québec en déstabilisant ses politiques gouvernementales et en asséchant ses finances publiques. En recherche et développement, le Québec ne reçoit que 24 % du financement de la recherche effectuée par les laboratoires fédéraux, contre 48 % pour l'Ontario. C'est un écart de 800 millions de dollars en faveur de notre principal compétiteur. De plus, les politiques de développement des industries du charbon, du pétrole, de l'énergie nucléaire et des organismes génétiquement modifiés du gouvernement fédéral vont à l'encontre des pratiques environnementales durables. Notre avenir n'est pas de ce côté-là.

PRIORITÉS PROPRES

C'est à nous de faire nos propres choix, ceux qui nous conviennent, et de prendre les vrais moyens pour les réaliser. Si le Québec rapatriait l'ensemble des impôts et taxes payés par les Québécoises et les Québécois, il pourrait les affecter à ses propres priorités et mettre fin à tous les chevauchements de compétence actuels. Les défis sont grands ; il ne faut plus gaspiller nos efforts.

Les Québécoises et les Québécois doivent se réunir autour d'un consensus et d'une volonté commune visant à recouvrer la maîtrise de leur constitution, de leur politique internationale et de leur développement économique et social. On n'est jamais si bien servi que par soi-même, dit la sagesse des nations. Encore faut-il croire en soi et cette confiance en soi, vitale pour le Québec, est synonyme de souveraineté.

Le document intitulé *Regard sur les enjeux économiques du Québec* est disponible dans le site Internet www.deputespq.org

L'Université Laval

au cœur de votre quotidien



Messe pour le temps présent

Un premier spectacle présenté au Laboratoire des nouvelles technologies de l'image, du son et de la scène

par Renée Larochelle

À quoi peut-on s'attendre quand 21 étudiantes et étudiants en théâtre, en musique, en cinéma et en arts de la scène sont lâchés comme des fauves en liberté dans l'univers des possibles que leur offre le Laboratoire des nouvelles technologies de l'image, du son et de la scène (LANTISS)? À tout, bien entendu. À cet égard, le public qui a assisté à l'exercice le 25 novembre a eu droit à un spectacle se situant à des années-lumière du théâtre traditionnel. N'ayant



Les étudiants du cours Atelier spécial - Théâtre et technologies ont livré sur la scène du LANTISS une histoire lumineuse sur le thème éclaté de la projection.

cure de la réalité mais épris de rêves, les étudiants du cours *Atelier spécial - Théâtre et technologies* ont livré une histoire lumineuse soutenue par les clairs-obscur de l'inconscient, sur le thème éclaté de la projection. Au bout de l'aventure, il y aura eu le moment présent ouvrant la voie au futur, à tout ce qui gronde et tout ce qui bouge, pendant que d'imposants échafaudages se faisaient et se défaisaient, que les structures s'ouvraient et se refermaient au gré des états d'âme et des corps en mouvement.

« Dans un tel spectacle, il faut que le spectateur laisse au repos son cerveau gauche, celui qui veut tout savoir, tout



saisir et tout relier, explique tranquillement Robert Faguy, metteur en scène et responsable de l'atelier. Il s'agit d'un théâtre de l'image où mécaniques de scène, espace technologique, images et principes ludiques se conjuguent pélemêle. On efface le texte, ou plutôt sa position hiérarchique, afin de favoriser le développement des langages traditionnellement périphériques, ceux des espaces visuels mais aussi sonores, dans la mesure où ils sont d'excellents générateurs d'images. À partir de ces rencontres se tisse le fil des possibles et des croisements complexes. Au spectateur de créer un tout.

Temps Pi est le premier spectacle théâtral présenté au LANTISS depuis son inauguration en avril. Niché au pavillon Louis-Jacques-Casault, le LANTISS constitue un véritable lieu d'expérimentation de nouvelles approches combinant art et technologie. Laboratoire unique au Québec, ce vaste espace *high tech* s'est associé avec deux partenaires majeurs de Québec: le groupe Ex Machina et le centre d'artistes AVATAR, membre de la coopérative Méduse. C'est donc dire que le théâtre qu'on y présente sort résolument des sentiers battus.

Retour vers le futur

Comme idée de départ pour ce spectacle, Robert Faguy avait soumis aux étudiants la finale d'une œuvre musicale de David Byrne: *In the Future*. Sa démarche a consisté à guider les étu-

dians dont le travail de création portait sur la notion globale de projection, thème ayant l'avantage de pouvoir s'appliquer à chacun des volets de création comme les images, les sons, l'éclairage, l'espace physique, etc. Si les étudiants ont embarqué timidement au début, c'est avec une assurance grandissante qu'ils ont finalement vaincu leur « peur des machines » et qu'ils ont approivoisé des processus de création. « Ce qui me fait plaisir, révèle Robert Faguy, c'est de constater que la chimie opère lors des rencontres multidisciplinaires entre les étudiants de premier cycle en théâtre, musique, cinéma, arts visuels et les étudiants de deuxième cycle en arts de la scène, et que ces rencontres sont de plus gratifiantes. »

S'il ne s'agit pas d'un spectacle achevé, à l'instar du théâtre de Robert Lepage, le rideau est pourtant bel et bien tombé sur Temps Pi, exercice pédagogique oblige. Mais ce retour vers le futur aura permis à une vingtaine d'étudiants de surmonter les problèmes techniques inhérents à ce genre de production et d'apprendre des nouveaux procédés technologiques dans un environnement riche, non seulement sur le plan du sens, mais aussi sur le plan des moyens techniques et financiers mis à leur disposition. « Avec LANTISS, dit Robert Faguy, les étudiants peuvent se consacrer à la création sans avoir à se préoccuper d'autre chose. S'ils possèdent cette grammaire du théâtre, ils iront toujours plus loin. »

DON DE 3,45 M\$ DE LA FONDATION BILL & MELINDA GATES

Les fonds octroyés au chercheur Michel Alary serviront à évaluer une campagne de prévention du sida en Inde

par Jean Hamann

Le professeur Michel Alary vient de décrocher une subvention de 3,45 M\$ US de la Fondation Bill & Melinda Gates, un organisme charitable mis sur pied par le fondateur de l'empire Microsoft et par son épouse. Professeur à la Faculté de médecine, chercheur au sein de l'Unité de recherche en santé des populations et expert de réputation internationale en matière de transmission et de prévention des maladies transmises sexuellement, Michel Alary utilisera cette somme pour évaluer l'efficacité d'un programme de prévention du sida en Inde.

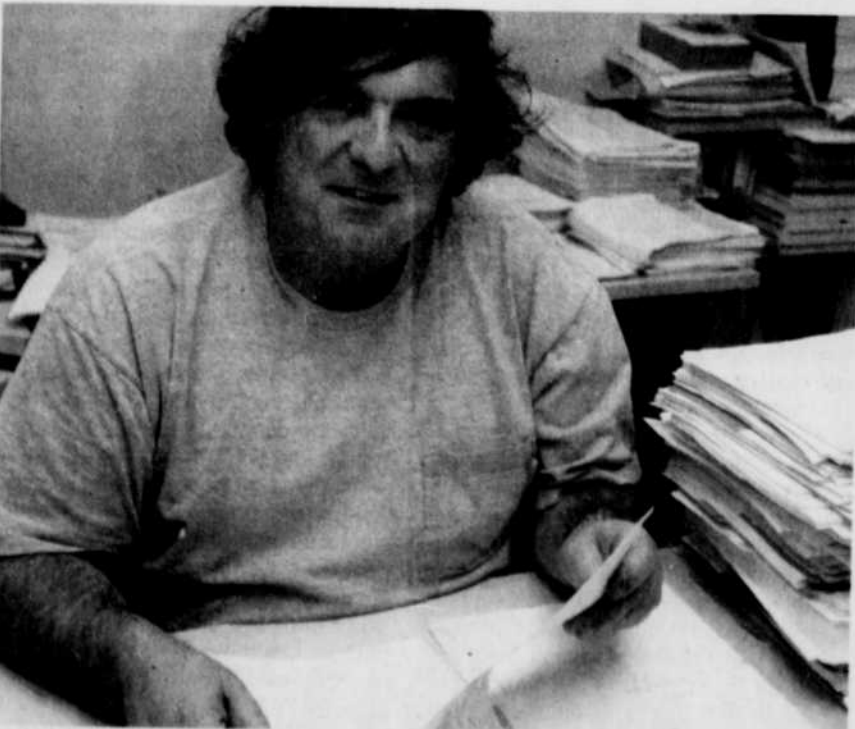
Ce pays est présentement à la croisée des chemins en ce qui concerne l'évolution du sida. La prévalence de la maladie dans sa population de plus d'un milliard d'habitants est encore considérée comme modérée, mais elle a décuplé depuis dix ans. Si rien n'est fait, le nombre de personnes infectées, qui se chiffre présentement à 5 millions, pourrait grimper à 25 millions d'ici 2010. Pour prévenir cette catastrophe, la Fondation Bill & Melinda Gates a investi 200 M\$ dans le projet Avahan, un terme sanskrit qui signifie « appel à l'action ». Ce programme de prévention est destiné aux travailleuses et travailleurs du sexe, à leurs clients et aux utilisateurs de drogues intraveineuses des six États indiens les plus touchés par l'infection au VIH.

L'équipe de Michel Alary évaluera les répercussions du programme Avahan sur le terrain au cours des cinq pro-

chaines années. « Nous étudierons la dynamique de la transmission du VIH parmi et entre les différents sous-groupes de populations pour estimer et comprendre les effets des cas de VIH qui échappent aux interventions et pour établir de futurs scénarios pour l'épidémie de VIH en Inde », explique Michel Alary.

La Fondation Gates dispose d'un capital d'environ 27 milliards de dollars US.

Complicé d'obtenir des fonds de cette importante fondation? « Ça dépend, répond Michel Alary. Dans notre cas, ça n'a pris que quelques mois. Nous avons soumis un concept d'étude en janvier 2004 et ils nous ont fait une contre-proposition qui touchait le projet Avahan. Nous avons déposé une soumission et nous avons eu une réponse positive cet automne », résume le chercheur.



Le professeur Michel Alary est un expert de réputation internationale en matière de transmission et de prévention des maladies transmises sexuellement.

LA BANNIÈRE BRUNET ANNONCE UN DON DE 1 M\$

Un appui majeur à la Faculté de pharmacie



Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval, Monique Richer, doyenne de la Faculté de pharmacie, Dominic Sabourin, président de l'Association étudiante de la Faculté de pharmacie, Raymond Cloutier, directeur de la bannière Brunet, Denise Martin, vice-présidente de McMahon Distributeur pharmaceutique, Michel Lamoureux, président et chef de la direction de la Fondation de l'Université Laval, et Raymond Leblanc, vice-recteur à la recherche.

Brunet a annoncé, le 25 novembre, un don d'une valeur de un million de dollars destiné à la Faculté de pharmacie. Ce don servira à soutenir le développement d'un laboratoire de pratique pharmaceutique en fournissant des installations à la fine pointe de la technologie.

Le laboratoire de pratique pharmaceutique de la Faculté de pharmacie sera intégré au centre d'apprentissage des habiletés cliniques (CAHC) qui logera dans un pavillon Ferdinand-Vandry transformé. Ce centre, du genre « Clinical and Surgical Skills Centre » - un concept qui se répand actuellement à l'échelle internationale - permettra d'améliorer l'apprentissage de toutes les habiletés qui sont requises dans le processus de formation des pharmaciens et des autres professionnels de la santé.

« Le programme de pharmacie à l'Université Laval a toujours été et

demeure un programme avant-gardiste quant à ses méthodes d'enseignement interactives et son enseignement clinique, a rappelé la doyenne de la Faculté de pharmacie de l'Université Laval, Monique Richer. La contribution de Brunet à la réalisation d'un laboratoire de pratique pharmaceutique reproduisant le milieu de travail du pharmacien communautaire permettra à la Faculté d'innover une fois de plus dans son enseignement. »

Le partenariat qu'entretient Brunet avec l'Université Laval date déjà de plusieurs années et l'engagement annoncé aujourd'hui solidifie leurs liens encore davantage, car il s'échelonne lui aussi sur plusieurs années. « En permettant à la Faculté de bénéficier d'installations à la fine pointe de la pratique pharmaceutique, Brunet démontre une fois de plus son engagement à assurer une relève de qualité », a fait valoir le directeur de la bannière Brunet, Raymond Cloutier.

PRIX LA RECHERCHE

par Jean Hamann

Alain Olivier, professeur au Département de phytologie de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, compte au nombre des quatre premiers récipiendaires des Prix La Recherche, décernés par la revue française *La Recherche*. Ce prix, doté d'une bourse de 10 000 euros (environ 15 000 \$) commanditée par Veolia Environnement, lui est remis aujourd'hui, 4 décembre, lors d'une cérémonie protocolaire qui a lieu à Paris.

La candidature du professeur Olivier, soumise par le Comité des prix et distinctions de l'Université, a été retenue parmi les 487 candidats de 28 nationalités qui ont participé à la première édition du concours lancé en janvier 2004. Les Prix La Recherche visent à récompenser les travaux de recherche réalisés dans la Francophonie et qui font une large place à la synergie interdisciplinaire.

Alain Olivier a remporté la palme dans la catégorie «Environnement» pour son programme de recherche d'agroforesterie dans les zones tropicales. Depuis dix ans, le chercheur s'intéresse aux systèmes et aux techniques de cultures qui marient l'agriculture et les arbres à des fins de production de nourriture, d'extraits végétaux comme le tanin, la teinture et les composés médicinaux, de bois d'œuvre, de bois de chauffage et de bouclier contre la désertification. Il travaille en Afrique de l'Ouest, principalement au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso, où il expérimente des solutions de rechange à la culture itinérante sur brûlis, et il entreprendra bientôt des travaux au Costa Rica.

Surpris et heureux de remporter ce prix, le professeur Olivier attribue le choix du jury à la très forte dimension interdisciplinaire de ses projets. «Nous ne nous intéressons pas uniquement à l'aspect technique de l'agroforesterie, mais aussi aux contraintes culturelles, sociales, économiques, politiques et géographiques qui font que les paysans adoptent ou non certaines pratiques agroforestières», explique-t-il. Je travaille sur ces questions avec des collègues de l'Université en sciences sociales et en économie rurale, ainsi qu'avec des collaborateurs africains.»



Alain Olivier pilote des projets à très forte dimension interdisciplinaire.

JEUNES ET DÉJÀ DANS LA MARGE

Les 18 à 29 ans connaissent mal les règles du crédit

par Renée Larochelle

Plus de 42% des jeunes adultes québécois ignorent qu'utiliser une carte de crédit pour obtenir une avance de fonds entraîne automatiquement des intérêts qui seront en vigueur à partir du jour du retrait. Par ailleurs, 46% d'entre eux ne savent pas que des taux d'intérêt s'appliquent lorsqu'ils ne paient que le montant minimum inscrit sur le relevé mensuel de leur carte de crédit, et ce, même avant la date d'échéance.

C'est ce que révèle, entre autres, une récente étude réalisée par Marie Lachance, Pierre Beaudoin et Jean Robitaille, professeurs au Département d'économie agroalimentaire et sciences de la consommation. Selon Marie Lachance, on peut comparer le manque de connaissances des règles du crédit chez les jeunes à la méconnaissance des règles de sécurité routière. «Au bout du compte, cela peut coûter très cher de ne pas connaître la signification des panneaux de signalisation, dit-elle. Pensons seulement aux conséquences négatives sur le plan personnel que peut générer une mauvaise gestion de ses dettes. Des jeunes peuvent ainsi voir leur rêve d'avoir une maison ou de fonder une famille s'écrouler.» D'autant plus que le quart des 980 jeunes interrogés rapportent que l'expérience personnelle constitue leur principale source d'apprentissage en matière de finances. C'est donc dire que plusieurs apprennent «sur le tas», par essais et erreurs.

«Combien ça coûte?»

L'étude révèle également que si près de

75% des jeunes sondés détenaient au moins une carte de crédit, 37% disposaient d'une marge de crédit. Plus de 75% avaient une dette s'élevant en moyenne à 17 705 \$, incluant les prêts hypothécaires et les prêts étudiants. Face au crédit et à l'endettement, les avis sont partagés, près d'un jeune sur deux estimant qu'il est normal d'avoir des dettes. En revanche, 36% trouvent que le crédit est synonyme de problèmes et 43% ne pensent pas que l'utilisation du crédit est nécessaire. Finalement, 16% croient qu'il ne sert à rien d'économiser pour acheter des biens et des services, puisque le crédit existe. Enfin, près de 70% affirment payer le solde entier de leur carte de crédit avant l'échéance.

«Certains jeunes comprennent très bien les mécanismes des marchés boursiers, mais ne savent même pas le montant exact de leur abonnement mensuel à Internet ou au câble, par exemple, explique Marie Lachance. À cet égard, les parents ne se rendent pas toujours compte qu'ils sont un modèle pour leurs enfants et qu'ils ont une responsabilité envers eux. En fait, l'éducation à une consommation intelligente peut commencer lorsque les enfants sont très jeunes au moyen de petits exemples quotidiens, à l'épicerie ou au magasin.»

Aux jeunes qui sont endettés jusqu'au cou, Marie Lachance conseille de consulter des organismes spécialisés en la matière, notamment les associations coopératives d'économie familiale de leur région (ACEF). «Mais le mieux consiste toujours à faire un budget en bonne et due forme et à le respecter.»



Matière grise, matière ligneuse

Lancement de la Chaire industrielle sur les bois d'ingénierie structuraux et d'apparence

par Jean Hamann

Robert Beauregard caresse un grand rêve: il souhaite que le Québec exporte des maisons aux quatre coins du monde plutôt que du bois de construction. «Notre industrie du bois de sciage exporte annuellement quatre milliards de pieds mesure de planche, dont les trois quarts servent à la construction de maisons aux États-Unis. Avec le même volume de bois, nous pourrions produire environ 300 000 maisons préfabriquées de grande qualité, adaptées à la ressource ligneuse disponible ici et aux besoins des clients étrangers, et les exporter partout dans le monde. Il y aurait des gains appréciables sur les plans de l'emploi et du développement économique», a soutenu le professeur Beauregard lors du lancement officiel de sa Chaire industrielle sur les bois d'ingénierie structuraux et d'apparence (CIBISA), qui a eu lieu le 26 novembre sur le campus. Pour que ce rêve devienne réalité et pour que le bois de seconde transformation (parquet, ameublement, bois structuraux, etc.) livre tout son potentiel économique, il faudra adapter les produits, les procédés et les stratégies d'affaires des entreprises québécoises, a souligné le professeur du Département des sciences du bois et de la forêt de la Faculté de foresterie et de géomatique. C'est justement ce à quoi le professeur Beauregard et son équipe du CIBISA ont commencé à s'attaquer.

Ce groupe de chercheurs veut mettre de la science dans le bois. «Pendant longtemps, le Canada a été un leader dans le domaine de l'industrie du bois en raison de l'abondance de ses ressources ligneuses. Depuis, d'autres régions du monde se sont développées et nous ne pouvons espérer rivaliser avec elles au chapitre du coût des matières premières et de la main-d'œuvre, analyse le titulaire de la Chaire. Par contre, nous pouvons demeurer des leaders en concevant des produits novateurs et



Robert Beauregard devant le Centre de transformation sur le bois ouvré en construction sur le campus: «Nous pouvons demeurer des leaders en concevant des produits novateurs et performants.»

performants qui fonctionnent mieux que ceux qui existent déjà et qui coûtent moins cher.»

Trois millions sur cinq ans

Pour mener à bien ses travaux, CIBISA a obtenu des appuis de taille. Le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie lui octroie 1,3 M\$, réparti sur cinq ans. Pour compléter le financement, une somme de 1,7 M\$ sera versée par l'Université Laval et par les 11 partenaires privés et publics de la Chaire: Forintek Canada, le Centre de recherche industrielle du Québec, le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec, Abitibi-Consolidated, Kruger, Chantiers Chibougamau, Shermag, Les Industries de la Rive Sud, Uniboard Canada, le Mouvement des caisses Desjardins et Industries Maibec.

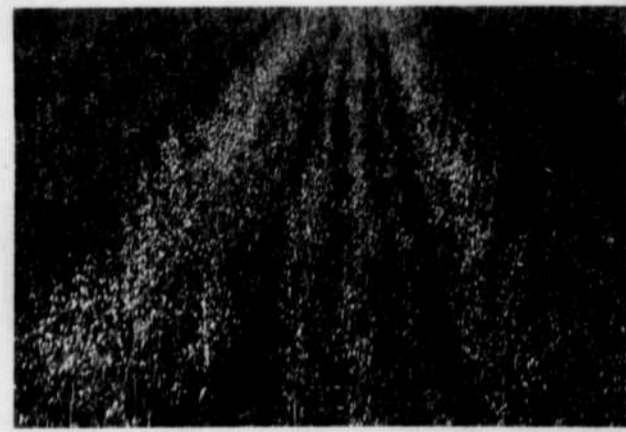
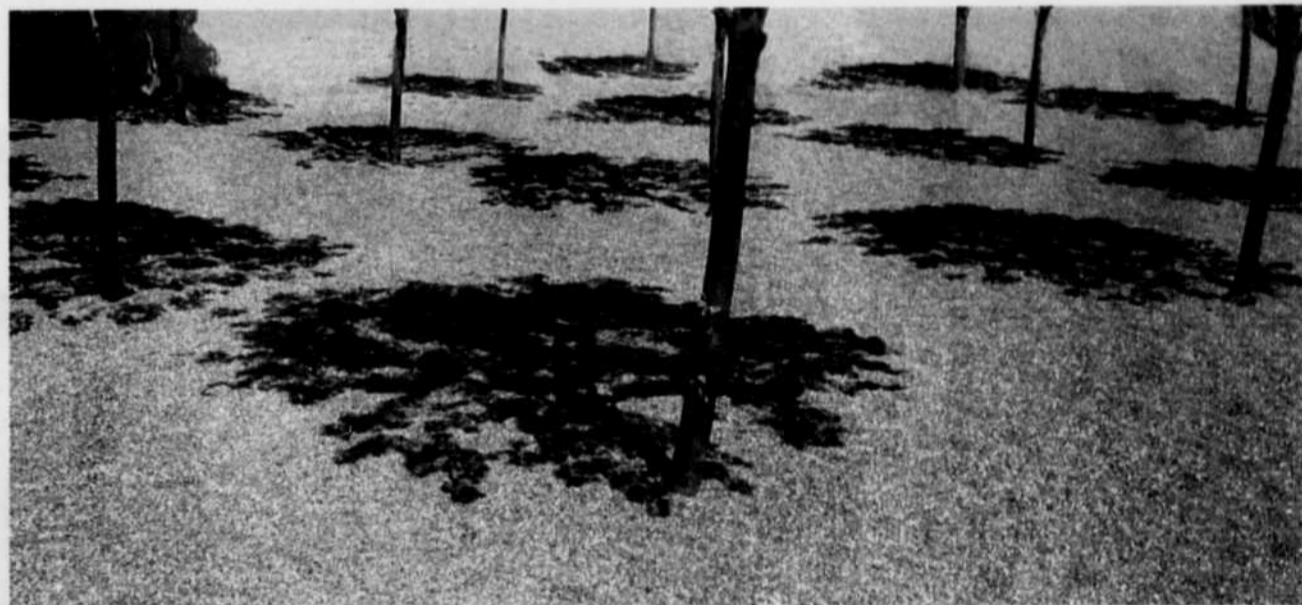
«Dans le contexte où l'industrie du bois, au Québec comme au Canada, traverse actuellement une période difficile, cette chaire offre un énorme potentiel de maillage et de développement entre

les milieux de la recherche, de l'enseignement et de l'industrie», a souligné le recteur Michel Pigeon lors du lancement. «Ses retombées auront un impact positif majeur non seulement sur notre université et sur notre région, mais aussi sur toutes les régions tributaires de l'industrie du bois, par une contribution active au développement économique régional, notamment par le maintien et le développement de l'emploi.»

Le noyau dur de CIBISA est formé de Robert Beauregard et d'Alexander Salenikovich qui occupe le poste de titulaire junior. Déjà, 16 étudiants-chercheurs se sont joints à leur équipe pour réaliser des travaux de maîtrise ou de doctorat. Les locaux qu'occupera dans quelques mois l'équipe de CIBISA sont la preuve que le bois peut se substituer avantageusement à d'autres matériaux de construction. Les bureaux et les laboratoires de la Chaire seront installés dans le Centre de transformation sur le bois ouvré, un édifice présentement en construction sur le campus et dont la charpente est entièrement faite de bois.

MÉMOIRES VIVES

Le souvenir de la photographe Ginette Bouchard, décédée en avril dernier, est bien présent à la Galerie des arts visuels



par Pascale Guéricolas

Même au soir de son existence, en avril dernier, la photographe Ginette Bouchard aura poursuivi sa quête de plusieurs décennies, celle de fixer sur ses œuvres la trace du passage du temps. En témoignent cette ultime numérisation de fleurs, de feuilles, de bijoux et de photos anciennes réalisée depuis son ordinateur personnel, et bien d'autres œuvres présentées jusqu'au 19 décembre à la Galerie des arts visuels, dans le cadre de l'exposition «Mémoires vives».

C'est Clément Leclerc, responsable de la Galerie, qui a eu l'idée de rendre hommage à cette professeure qui a enseigné la photographie à l'École des arts visuels pendant plus de vingt ans. Son époux Claude Cadieux, ainsi que Mélanie Blais, une amie de longue date, ont donc choisi quelques-unes de ses séries parmi ses nombreux clichés afin de mettre en lumière la persistance de certains thèmes dans son œuvre comme le temps, la mémoire et la beauté.

«Je suis une artiste visuelle qui étudie la photo», expliquait Ginette

Bouchard il y a quelques années lors d'une exposition conjointe avec une amie peintre. Les magnifiques paysages urbains ou encore ses gros plans de poissons, de feuilles mortes et de tiges de maïs épurés sur fond blanc témoignent de son souci de la composition et du détail. Dans la série *Urbania*, par exemple, la photographe souligne la trace de la main de l'homme sur la nature en mettant de l'avant un qui encombré de tôle tordue et deux malheureux arbres enracinés sur un banc public. Non loin, l'agrandissement d'une pièce d'eau aux allures très zen côtoie un kimono japonais ondulant doucement dans la série *Nature*, le tout baignant dans une atmosphère de vert délicat. «Ginette Bouchard mettait beaucoup de soin à choisir les couleurs de ses clichés avant leur impression au jet d'encre, explique Mélanie Blais, professeure d'histoire de l'art au Cégep du Vieux Montréal. Elle prenait ses photos en noir et blanc avec un appareil conventionnel, puis choisissait les teintes les plus appropriées, assez froides pour *Urbania* où les bleus dominent, plus chaudes pour *Nature*.»

À l'exception des objets numérisés durant les dernières semaines de sa vie,

les œuvres de la photographe demeurent dans les tons sépia qui sont comme un rappel de son intérêt pour les procédés anciens de développement et de tirage sur lesquels elle a longtemps travaillé. Avec *Paysages nocturnes*, réalisé en 1981, elle a par exemple utilisé une solution avec du sélénium en laissant le cliché se révéler grâce à la lumière du soleil, une technique qui augmente considérablement le temps de conservation. La scène croquée témoigne aussi du passage du temps puisque la photographe a planté son appareil sur une plage et laissé la trace d'un bateau à l'horizon s'imprimer sur la pellicule longuement exposée. Même si elle a utilisé des technologies bien plus récentes pour *Urbania* et *Nature*, comme la numérisation, certains des sujets qu'elle a photographiés, comme ces poissons asiatiques centenaires, rappellent la pérennité de la nature et, par contraste, la brièveté de la vie humaine. Heureusement, l'œuvre de cette artiste aujourd'hui disparue demeure.

La Galerie des arts visuels est située au 255 boulevard Charest Est. Heures d'ouverture: de 11 h 30 à 16 h 30 du mercredi au vendredi et de 13 h à 17 h le samedi et le dimanche.

SCIENCE

Des aberrations scientifiques pour mieux prêcher la chasteté

Résultat : mal informés, les jeunes Américains ne savent pas se protéger contre les MTS et les grossesses non désirées

CHARLOTTE RAAB
Agence France-Presse

■ WASHINGTON — Le sida traverse les préservatifs, l'avortement rend les femmes dépressives, un embryon de six semaines « peut être considéré comme une personne consciente » : des manuels d'éducation sexuelle multiplient les aberrations scientifiques pour prêcher l'abstinence aux jeunes Américains.

Alors même que l'État finance généreusement les programmes d'éducation sexuelle prêchant l'abstinence comme seule méthode efficace contre les maladies et les grossesses non désirées, l'enseignement dispensé contredit bien souvent les positions des autorités sanitaires.

Un rapport parlementaire indique que sur 13 des manuels les plus populaires utilisés dans 25 des 50 États américains, 11 contiennent « des erreurs majeures et distorsions » de faits.

Globalement, ils « déforment la réalité sur l'efficacité des contraceptifs, donnent de fausses informations sur les risques de l'avortement, entretiennent un flou entre science et religion, traitent comme des faits avérés des stéréotypes sur filles et garçons, et contiennent des erreurs scientifiques de base », selon le rapport commandé par un démocrate californien, Henry Waxman.

Le résultat, c'est que, mal informés, les jeunes ne savent pas se protéger contre les maladies sexuellement

transmissibles (MST) et éviter les grossesses. « Les jeunes ayant fait des vœux d'abstinence recourent moins à la contraception quand ils ont tout de même des rapports, et font moins de dépistage de MST », constate une étude récente de l'Université Columbia.

Bien souvent teintés de positions défendues par des organisations religieuses ultra-conservatrices, certains manuels présentent l'avortement comme une procédure particulièrement dangereuse, et meurtrière, puisque des embryons à peine formés sont considérés comme des personnes à part entière.

Ainsi, un manuel intitulé *Moi, mon monde, mon avenir*, affirme que « 5 à 10 % des femmes ne pourront jamais plus être enceintes après un avortement légal ». En fait, précise le rapport, les manuels d'obstétrique enseignent que « la fertilité n'est pas altérée par un avortement volontaire ».

À en croire le même manuel, contredit par les recherches médicales, un avortement multiplierait aussi les risques de naissances prématurées et de grossesses extra-utérines ultérieures, et « après un avortement, selon certaines études, les femmes sont plus prédisposées au suicide ».

Par ailleurs, « plusieurs programmes présentent comme des faits scientifiques des définitions morales ou religieuses » des embryons. L'un d'eux explique « qu'à 43 jours, des ondes électriques sont détectables dans le cerveau, preuve d'une activité mentale. Cette vie nouvelle peut être considérée comme une personne consciente ».

Sur la contraception, un manuel affirme que « dans les rapports hétérosexuels, dans environ 31 % des cas, les préservatifs n'empêchent pas (la contamination) par le virus VIH ».

En fait, selon les centres de prévention des maladies fédéraux, « les préservatifs en latex fournissent une barrière étanche contre les particules de la taille des pathogènes de maladies sexuellement transmissibles ».

Concernant les rapports sans pénétration, « un manuel affirme que toucher le sexe d'un partenaire peut aboutir à une grossesse ». Certains ouvrages affirment que toute activité sexuelle accroît le risque de cancer de col de l'utérus. D'autres enseignent par ailleurs que « les problèmes de santé mentale sont une conséquence de l'activité sexuelle, sans prendre en compte le fait que ces problèmes peuvent eux-mêmes être à l'origine d'une activité sexuelle précoce, ou que problèmes psychologiques et sexualité précoce peuvent avoir une même origine », souligne le rapport.



Enfin, un petit texte en bas qui vous réserve une bonne surprise.



La Jetta GLS 2004
à partir de **199 \$**
par mois¹/ location 48 mois

La Jetta vous en offre toujours autant avec ses caractéristiques de série telles que le climatiseur, les sièges avant chauffants, les vitres à commande électrique et le système audio à huit haut-parleurs. De plus, elle est couverte par une garantie limitée pare-chocs à pare-chocs de quatre ans ou 80 000 km¹ et une garantie limitée sur le groupe motopropulseur de cinq ans ou 100 000 km¹.

Êtes-vous fait pour Volkswagen?



1 888 ROUTE VW | vw.ca

❄ En décembre, préparez-vous à mordre à belles dents dans l'hiver grâce à votre nouvelle Volkswagen. En effet, avec tout achat ou location d'une Jetta ou d'une Golf 2004, nous vous offrons en prime un forfait ski « La Totale » à Tremblant de 2 jours et 2 nuits pour 2 comprenant l'hébergement, les billets de remontée, les petits déjeuners et dîners, un tour guidé gratuit de la montagne et le stationnement pour votre voiture. Comme quoi, ce n'est pas pour rien qu'on vous dit de toujours lire une offre au complet avant de la signer!

TREMBLANT

¹La mensualité s'applique à la Jetta GLS 2004 berline, de base, 5 vitesses, neuve, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Frais de transport inclus. Frais de préparation de 275 \$. Acompte de 4 995 \$ et dépôt de sécurité remboursable de 250 \$. Taxes, immatriculation, assurances, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers (jusqu'à 46 \$), frais administratifs du concessionnaire (le cas échéant) et frais de 12 \$ du kilomètre après 80 000 km en sus. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 2004. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre et un échange entre concessionnaires pourrait être requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindres. Ne s'appliquent qu'aux locations faites à des particuliers. ²Selon la première éventualité. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire. ³Offre applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible neuf, en stock. Hébergement aux Suites Tremblant. Certaines périodes d'exclusion peuvent s'appliquer. Tous les détails du forfait « La Totale » sur tremblant.ca



Les Réseaux des micro-entreprises et des travailleurs autonomes de la région de Québec et de la Beauce

Le travail autonome

Les travailleurs autonomes ne sont plus seuls

En dépit de toutes les embûches que doivent traverser les personnes qui se lancent en affaires, la pire chose à laquelle sont confrontés quotidiennement les travailleurs autonomes est sans doute l'isolement. Bien entendu, comme n'importe quel entrepreneur, les travailleurs indépendants entretiennent des relations d'affaires avec des clients et des fournisseurs. Toutefois, ils n'ont aucun collègue de travail avec qui fraterniser, personne avec qui partager leurs succès et leurs échecs. La plupart du temps, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour promouvoir leurs produits et services, chercher des contrats, et prendre des décisions importantes en rapport avec l'avenir de leur entreprise.

C'est pour briser cet isolement qu'a été fondé, en juin 1997, le Réseau Entreprendre Québec, qui s'appelle aujourd'hui le Réseau des micro-entreprises et des travailleurs autonomes de Québec (Réseau META Québec). En 2003, un regroupement similaire voyait le jour sur la Rive-Sud de Québec sous le nom de Réseau META Beauce.

Privilégiant l'échange d'information et les relations d'affaires, les deux réseaux ont en commun d'offrir à leurs membres des activités sociales d'information et de formation, tout en représentant leurs intérêts auprès des gouvernements. Le Réseau META Québec est appuyé par la Chambre de commerce des entrepreneurs de Québec, alors que son homologue beauceron est soutenu par la Chambre de commerce de Saint-Georges. « Notre affiliation à la Chambre de commerce permet à nos membres de profiter de nombreux avantages, dont des services d'aide, d'information et de soutien stratégique ainsi que l'accès à une assurance collective », mentionne Yves Drouin, président du Réseau META Beauce.

LES DÉJEUNERS FORMATION

Une fois par mois, de septembre à mai, le Réseau META Québec et le Réseau META Beauce tiennent des ateliers de formation concrets et interactifs sur des thèmes qui touchent aussi bien les micro-entreprises que les travailleurs autonomes. Ces petits déjeuners de formation, qui se déroulent respectivement à l'Hôtel Gouverneur Québec de Sainte-Foy et à l'Hôtel Gouverneur de Saint-Georges, permettent aux membres de profiter des conseils d'un conférencier invité.

Le Réseau META Québec reprendra ses déjeuners-formation à compter du 27 janvier avec la conférence intitulée *Comment se préparer pour optimiser ses déclarations fis-*

cales. Suivront dans l'ordre, *Le réseautage, un investissement qui se partage* le 17 février, *Comment aménager votre lieu de travail pour maximiser votre rendement* le 10 mars et *Comment conjuguer mémoire et service à la clientèle* le 21 avril. Parmi les thèmes qui seront abordés par les conférenciers invités par le Réseau META Beauce en 2005, il y a *Le télémarketing* le 19 janvier, *La première rencontre avec un client* le 23 février, *Comment fidéliser sa clientèle* le 30 mars, *Des programmes financiers adaptés à la réalité des travailleurs autonomes* le 27 avril et un souper-témoignage sur *La clé du succès* le 31 mai.

DES ÉCHANGES PROFITABLES

D'autres activités ponctuelles viennent s'ajouter à la programmation des deux réseaux META.

Privilégiant l'échange d'information et les relations d'affaires, les deux réseaux ont en commun d'offrir à leurs membres des activités sociales d'information et de formation, tout en représentant leurs intérêts auprès des gouvernements.

Ces rencontres sont des occasions d'échanger de l'information, de développer des relations d'affaires avec d'autres membres et de fraterniser. Le fait que les travailleurs autonomes proviennent de tous les secteurs d'activité est excellent pour le réseautage. « Lorsque des travailleurs autonomes se réunissent en un même lieu pour échanger, plusieurs sont étonnés de constater que d'autres personnes vivent les mêmes expériences qu'eux », mentionne Vincent Doyon, relationniste pour le Réseau META Québec. « Au fond, le quoti-



Stéphane Viau, président du Réseau META Québec

dien d'un avocat qui est travailler autonome ressemble beaucoup plus à celui d'un autre travailleur autonome, qu'il soit traducteur ou comptable, qu'à celui d'un avocat rattaché à un cabinet, ajoute Stéphane Viau, président. Les deux doivent gérer seul leur entreprise avec tout ce que cela implique. »

En 2005, le Réseau META Québec compte développer des interactions stratégiques afin de susciter des occasions d'affaires pour ses membres. À compter de janvier, les membres qui le désirent pourront proposer des promotions exclusives aux autres membres du réseau,

mais aussi à ceux de la Chambre de commerce des entrepreneurs de Québec, qui regroupe des PME et des grandes entreprises. On prévoit également organiser des dîners au cours desquels un dirigeant d'entreprise viendra s'adresser aux membres afin de leur faire part de ses besoins particuliers. « Plusieurs chefs d'entreprise vont chercher ailleurs des produits et services parce qu'ils ignorent qu'ils peuvent les trouver dans leur région », indique Stéphane Viau.

UNE RECONNAISSANCE APPRÉCIÉE

Le point culminant de la programmation du Réseau META Québec est sans contredit le Gala Reconnaissance, seule cérémonie qui récompense les réalisations des travailleurs autonomes et des propriétaires de micro-entreprises, qui aura lieu le 12 mai 2005. Pour le Réseau META Beauce, cette reconnaissance se fait lors du Gala de l'entreprise beauceronne.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour devenir membre, communiquez avec le Réseau META Québec au (418) 651-7181 ou avec le Réseau META Beauce au (418) 228-7879. Vous pouvez également consulter les sites Web respectifs des deux regroupements à www.ccreq.ca et à www.centreaffaires-clf.com.

Comment mieux combattre le phénomène Chinois et l'appréciation du huard!

L'Approche Lean : Deux pôles...

L'Optimisation des processus existants

- Pour l'atteinte d'une productivité de classe mondiale
- À l'aide de Kaizen de Production et de Bureau
- Processus de Fabrication
- Processus Administratifs

Diagnostic organisationnel sur demande

Services Conseils
Leanmaco inc.
Pour les Petites, Moyennes ou Grandes Entreprises

L'Innovation - Comment créer de nouveaux produits?

- Par le Management de l'Innovation Permanente
- À l'aide de Kaizen de Conception
- Par la conception de Produits Modulaires

Téléphone : (418) 956-8250
Télécopieur : (418) 842-1002
administration@leanmaco.com
www.leanmaco.com

Personnel au service des Entreprises depuis plus de 38 ans!

Richard Bourque

Estimateur

Établissement de quantités pour entrepreneurs généraux et sous-traitants, spécialités de structure et d'architecture. Montage de fichiers de soumission

3630, 42e Rue Nord
St-Georges Ouest
Beauce (Québec) G5Y 5B7

Tél. : (418) 228-0298
Télé. : (418) 228-0565
Cell. : (418) 225-7690
Courriel : serestgr@globetrotter.qc.ca

CAROLINE TANGUAY DTP.

NUTRITIONNISTE
DIÉTÉTISTE
NATUROTHÉRAPEUTE

Conférencière/visite à l'épicerie et Consultations

- Problèmes digestifs
- Troubles de comportements alimentaires
- Diabète
- Gestion de poids
- Sports, motivation, etc.

Québec-Montréal-Régions
(Domicile-Travail-Cliniques médicales-Épicerie)
Tanguay_caroline@hotmail.com
Tél. : 418-573-7247

Consultant en formation routière spécialisée



Michel Meunier

1494, Tardivel
Sainte-Foy (Québec)
G2G 1R2

Tél. : (418) 872-2602
Télé. : (418) 872-6788
Cellulaire : (418) 563-5355

info@acquisroute.com



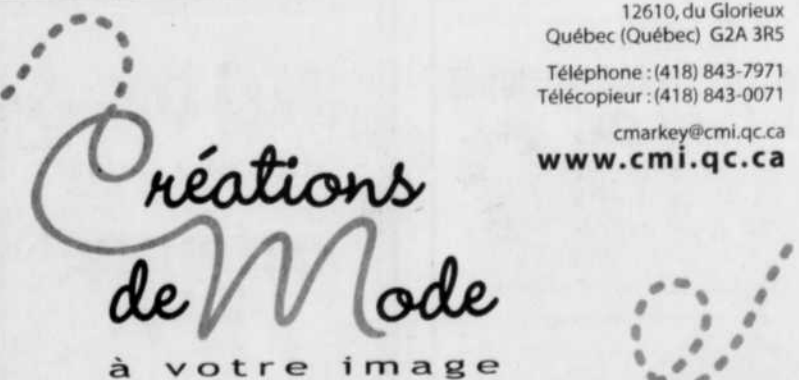
Aventure plein air Inukshuk

Randonnées en traîneaux à chiens, à 10 minutes des ponts de Québec

- Forfaits d'une demi-journée à 24 heures
- Forfaits de groupes
- Forfaits scolaires

Certificats-cadeaux disponibles

Réservation et information (418) 831-6648
www.aventureinukshuk.com

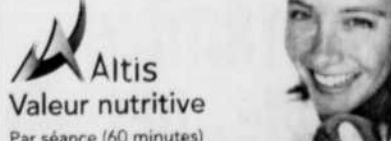


Créations de Mode à votre image

Corine Markey Designer

Créations exclusives
Conférences • Séminaires
Ateliers sur l'art vestimentaire

12610, du Glorieux
Québec (Québec) G2A 3R5
Téléphone : (418) 843-7971
Télécopieur : (418) 843-0071
cmarkey@cmi.qc.ca
www.cmi.qc.ca



Altis

Valeur nutritive

Par séance (60 minutes)

Teneur	% valeur quotidienne
Énergie	100 %
Lipides	% à la baisse
Plaisir	100 %
Coût	négligeable

Entraîneurs et diététistes privés à domicile et en entreprise

Une excellente source de motivation!

www.altis-sport.com
877-9824

Prix «Travailleur autonome 2000» du Réseau Méta



François Bernatchez

Psychologue industriel
Conseiller en ressources humaines Agréé
Conférencier

- Tests de sélection
- Gestion de carrière & Orientation
- Épuisements professionnels

(418) 628-1868

sans frais 1-877-628-1868 / Fax (418) 628-0431

Site web : www.gestioncarrieres.com

Courriel : info@gestioncarrieres.com

Gestion Carrières

275, 75e Rue Est Charlesbourg Québec, G1H 1H4

CLIPCOM

Gagnant du prix Reconnaissance Innovation 2003
Réseau Méta Québec et de la Chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec

Fabrication de clips sur mesure pour lunettes
Solaire • Polarisé • RX
Ordinateur • Protection

Urgence - Réparation
Téléphone : 418-872-8700 / 1-866-872-6777
Télécopieur : 418-872-0176 / 1-877-872-0176
clipcom.net@sympatico.ca
www.clipcom.net

Service en 48 heures
Danny Lachance
Technicien en optique-lunetterie
1741, des Bourrasques, Sainte-Foy (QC) G2G 2A1

Noc

vous invite à une soirée pour vous présenter sa Collection NATURElle

Mercredi, le 8 décembre, à compter de 17h, À la Cie des Six associés 21, rue Sainte-Angèle 2^{ème} rue après la Porte St-Jean

www.noc-noc.ca

Confirmation appréciée
mgnocchini@noc-noc.ca
418.802.6566

Le travail autonome

Les Réseaux des micro-entreprises et des travailleurs autonomes de la région de Québec et de la Beauce

Vivement une fédération québécoise des travailleurs autonomes

Au Québec, il y aurait actuellement plus de 500 000 travailleurs autonomes, ce qui représente environ 15 % de la main-d'œuvre. On estime que ce nombre enregistre une croissance annuelle stable de l'ordre de 5 % depuis quelques années après avoir connu un boum dans les années 1990. « La différence aujourd'hui est que ceux qui décident de devenir travailleurs autonomes le font par choix et non pas par manque de travail comme c'était souvent le cas pendant la récession de 1993 », soutient Stéphan Viau, président du Réseau META Québec, un organisme qui regroupe les micro-entreprises et les travailleurs autonomes de la région de Québec.

UN STATUT À DÉFINIR

Malgré leur poids démographique, qui correspond à peu près à celui de l'effectif de la fonction publique québécoise (secteurs public et parapublic), les travailleurs autonomes n'ont pas encore de statut en vertu du Code civil et du Code du travail. Le problème vient en partie du fait que ces tra-

vailleurs atypiques sont issus de tous les milieux : des avocats, des journalistes, des notaires, des traducteurs, des comptables, des historiens, etc.

Il est donc difficile de rassembler tous ces gens, surtout compte tenu du fait que plusieurs professions ont déjà leur propre association. Outre le Réseau META Québec et son petit cou-

sin, le Réseau META Beauce, plusieurs regroupements ont vu le jour au cours de la dernière décennie afin de représenter les intérêts des travailleurs autonomes et des micro-entreprises, dont l'Association des entreprises à domicile du Québec et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. À cela s'ajoute un nombre sans cesse croissant de magazines, de répertoires, de portails et d'autres sites Internet tels que le Répertoire des travailleurs autonomes du Québec, Pigistes Québec, Agentsolo.com, le Répertoire des travailleurs autonomes et micro-entreprises de la STIQ (sous-traitance industrielle du Québec) et Travaillerautonomes.com.

L'UNION FAIT LA FORCE

Toutes ces organisations offrent des services essentiels aux travailleurs autonomes et aux micro-entreprises. Cependant, chacune d'elles ne parvient à rallier qu'un certain nombre

d'individus. C'est la raison pour laquelle le Réseau META Québec souhaite la création d'une fédération québécoise qui défendrait les intérêts des travailleurs autonomes de toute la province. Cette fédération pourrait chapeauter toutes les associations existantes. « Nous avons encore beaucoup de chemin à faire avant qu'un tel organisme voit le jour, mais c'est un des projets qui me tient le plus à cœur », affirme Stéphan Viau.

Une des raisons qui explique la multiplicité actuelle des organisations vouées à la défense des intérêts des travailleurs autonomes est sans doute le nombre de termes différents utilisés pour définir ces travailleurs atypiques : travailleurs indépendants, pigistes, sous-traitants, travailleurs à domicile, entrepreneurs, micro-entreprises. En fait, toutes ces appellations ne sont pas de parfaits synonymes. Par exemple, un travailleur à domicile n'est pas nécessairement un travailleur autonome; il peut aussi être salarié. Par ailleurs, une grande entreprise peut agir à titre de sous-traitant pour le compte d'une autre.

vaille autonome est une personne physique qui fait affaires pour son propre compte, seule ou en société, et qui n'a pas de travailleur à son emploi.

LES REVENDES DES TRAVAILLEURS AUTONOMES

Une fédération québécoise des travailleurs autonomes aurait beaucoup de dossiers à traiter. À l'heure actuelle, les travailleurs autonomes n'ont pas droit aux congés de maternité, congés parentaux, congés de maladie et congés de compassion. De plus, ils ne sont pas couverts par la Commission de santé et de sécurité au travail (CSST).

Par ailleurs, comme ils sont considérés comme des entrepreneurs, les travailleurs indépendants doivent verser une double cotisation à la Régie des rentes. Ils paient en effet la part de l'employeur et celle de l'employé puisque, dans leur cas, il s'agit de la même personne.

Une autre injustice à l'égard des travailleurs autonomes, selon Stéphan Viau, est la limite imposée sur les frais de représentation. « La limite de 1 % imposée par le ministre Séguin dans son premier budget a été majorée à 2 % dans son dernier exercice financier, mais c'est encore nettement insuffisant », déplore le président du Réseau META Québec. « Un travailleur n'a pas les budgets d'une grande entreprise pour faire de la publicité. La représentation est pratiquement notre seul moyen d'offrir nos services. Une personne qui gagne 30 000 \$ par année a droit à une déduction maximale de 600 \$, alors que l'entreprise dont le chiffre d'affaires est de 3 millions peut réclamer jusqu'à 60 000 \$ en frais de représentation. La limite devrait être inversement proportionnelle aux revenus. »

www.esselia.ca



La gestion par compétences est un moyen efficace pour mobiliser, retenir et développer vos employé(e). Agissez maintenant!

Nancy Martin, M.A. c.o. conseilère principale
Téléphone : (418) 831-5086

ESSELIA



Le réseau des micro-entreprises et des travailleurs autonomes des régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches

Chambre de commerce des entrepreneurs de Québec

LUNETTERIE BEAU SOLEIL INC.

SPÉCIALISTE DU VERRE SOLAIRE
LES PLUS BEAUX MODÈLES EN VILLE
400 modèles et plus
PLACE QUÉBEC (EN BAS DE L'HÔTEL HILTON)
529-4224

10% sur présentation de cette annonce



CONCILIATION FAMILLE - TRAVAIL



Giséle Côté
SERVICES CONSEILS

#411, 2590 DU PLAZA SILLERY - QC G1T 1X2
(418) 951-5922

GISLE.CT@SYMPATICO.CA

COACH

Ronald Young
Groupe Yulcoach

Coaching individuel • organisationnel
683-0686 / 802-1927

COGÉNIE

Ingénieur - Conseil

Conception d'équipement industriels
Amélioration de la machinerie
Dessin 2D, 3D et calculs techniques



Sylvio Poulin, ing. Membre O.I.Q.

Tél.: (418) 459-3946
Cell: (418) 225-6424
Fax: (418) 459-3247
cogenie@lino.ca

Respirez... Nous allons vous aider!

- Droit fiscal
- Immigration
- Droit des affaires

JpH
Jean-Philippe TRUDEL
AVOCAT

• Québec : 2860, chemin des Quatre-Bourgeois, bureau 102
• Montréal : 400, Saint-Jacques Ouest, bureau 300

(418) 682-2220

TRADUCTION

Technique et générale de l'anglais au français
Services connexes de révision et d'adaptation



ANNE PARENT, B. Trad.
Tél. : (418) 685-2505
Cell. : (418) 593-0160

anne.parent@globetrotter.net

NUTRITION... VOTRE VIE en DÉPEND

HMS 90

Aliment santé par excellence
Nourriture pour le système immunitaire

PRYCENA MD

Accélérateur de perte de poids

TÉL. : (418) 831-8011
Sans frais : 1-866-381-8011

La SANTÉ par les MASSAGES THÉRAPEUTIQUES RÉFLEXES

Découvrez les soins qui agissent efficacement en profondeur sur tous les réseaux vitalisants du corps.



ACADÉMIE DE RÉFLEXOLOGIE DU QUÉBEC

1285, de la Visitation
Sainte-Foy (Québec)
G1W 3K5
(418) 651-8575

Services professionnels par maître massothérapeute
Services de consultations et de formations

JOUR J RELATIONS PUBLIQUES

STÉPHANE VIAU

3110, Hochelaga, #10 Ste-Foy, Québec
Tél. : 418-651-1608
Fax : 418-847-0292

Communication Liby Fournier Inc.



Téléphone : 228.0093 / 226.7750
Télécopieur : 228.8893

www.centreaffaires-clf.com
1125, 171^e Rue, Saint-Georges QC G5Z 1A6

Sans l'ombre d'un tracé!

Jacques Gagnon c.a., adm.a.

- Fiscalité (impôt) particuliers et compagnies
- Plans d'affaires
- États financiers
- Tenue de livres

Jour, tél. : 828-2601
Soir, tél. : 843-3759
Fax : 843-0429

1255, av. de l'Église S. Val-Bélair (Québec)
Courriel : jgagnon@look.ca

AGS Agence de collection Des biens

Hugues Desbiens président

RECOUVREMENT DÉPISTAGE ENQUÊTE DE CRÉDIT

10535, avenue du Superbe Québec (Québec) G2B 2S1
Téléphone : (418) 842-7775
Télécopieur : (418) 842-3937

COS180



Le COS180 de Cosinus est un outil de remorquage permettant de déplacer des remorques chargées à l'aide d'un chariot élévateur.

Productivité • Le COS180 vous permet de maximiser l'utilisation de vos quais de chargement et d'augmenter le nombre de remorques pouvant être chargées chaque jour.

Flexibilité • Avec le COS180, vous améliorez votre flexibilité face aux heures d'arrivée et de départ des transporteurs.

Économique • Plus abordable et plus facile d'entretien qu'un camion, le COS180 vous permet une utilisation maximale de vos ressources actuelles.

4800, Rue Rideau, Québec, G1P 4P4 Tél. : 418-266-9900 Fax: 418-658-5336 www.cosinus.ca

M^e ANNIK CHAREST
NOTAIRE & CONSEILLÈRE JURIDIQUE

NOS SERVICES

- Rédaction de testaments et mandats
- Règlement de succession
- Contrat et célébration de mariage
- Incorporation et transactions commerciales
- Financement et achat
- Conseils juridiques

3100, rue De La Forest, bureau 202, Sainte-Foy (Québec) G1W 1L8
Téléphone : (418) 658-4335 • Télécopieur : (418) 658-2851
Courriel : acharest@notarius.net

Le travail autonome



Les Réseaux des micro-entreprises et des travailleurs autonomes de la région de Québec et de la Beauce

Les travailleurs autonomes ne sont pas une menace pour l'emploi

Depuis l'adoption, par le gouvernement Charest, de la Loi 31 modifiant l'article 45 du Code du travail pour faciliter le recours à la sous-traitance, en décembre 2003, les syndicats ont à maintes reprises manifesté leur mécontentement. Bon nombre d'entre eux prétendent que l'octroi de contrats à des travailleurs autonomes risque de causer des coupures de postes réguliers au sein des entreprises ou de réduire les salaires et conditions de travail associées à certains emplois.

Or, un rapport de recherche réalisé en 2003 par Catherine Chevrier et Diane-Gabrielle Tremblay et intitulé *La sous-traitance et le travail autonome : un portrait de la situation actuelle au Québec* constate que « le recours à la sous-traitance ne signifie pas nécessairement que les entreprises se tournent vers des travailleurs autonomes pour faire exécuter une partie de leur production ou des activités périphériques; elles peuvent en effet sous-traiter avec d'autres

entreprises. En fait, les résultats de cette étude révèlent que la sous-traitance est une pratique davantage orientée vers une relation entreprise-entreprise que vers une relation entreprise-travailleur autonome. « Ainsi, bien qu'un peu plus de 60 % des entreprises fassent affaires avec des travailleurs autonomes, elles passent aussi des contrats avec des micro-entrepreneurs et des entreprises de petite et grande tailles, et ceux-ci dominent ».

DES RESSOURCES COMPLÉMENTAIRES

Les travailleurs autonomes sont, par définition, des entrepreneurs indépendants. Ils travaillent habituellement seuls à partir de leur domicile ou d'un petit bureau. Par conséquent, ils n'ont ni les ressources matérielles ni les effectifs nécessaires pour remplacer au pied levé les employés d'un secteur d'activité qu'une entreprise aurait décidé d'abandonner pour le donner à contrat.

En revanche, les travailleurs autonomes peuvent s'avérer très utiles lorsqu'un employeur est occasionnellement aux prises avec un surcroît de travail. Ils évitent ainsi aux employés le stress des heures supplémentaires et le sentiment d'être surchargés de travail.

Collaborant avec d'autres clients et comptant sur leur propre réseau de contacts, les travailleurs autonomes

constituent un apport très enrichissant pour une entreprise en raison de leur expérience variée. Ce sont des gens débrouillards, motivés et fonceurs qui ont pour principal souci de répondre aux attentes de leurs clients.

L'hypothèse des syndicalistes voulant que les travailleurs autonomes vont devenir du « cheap labour » pour les entreprises ne tient pas la route, selon Stéphan Viau, président du Réseau META Québec. « Il est normal qu'une personne qui vient tout juste de se lancer en affaires offre ses services à moindre coût, tout comme un jeune salarié commande un salaire inférieur à celui d'un travailleur d'expérience », explique-t-il.

En fait, les travailleurs indépendants sont souvent payés plus cher pour leurs services, car ils ne touchent aucune forme d'avantages sociaux : pas de régime de retraite ni d'assurance collective ni d'assurance

médicament. Qui plus est, ce sont généralement eux qui paient pour les outils qu'ils utilisent dans le cadre de leur travail.

Stéphan Viau croit que la pénurie de main-d'œuvre placera bientôt les travailleurs autonomes dans une position avantageuse. « Le marché du travail traverse présentement une période de changements qui favorisera les travailleurs indépendants. Le contexte de la mondialisation force les entreprises à recourir à une main-d'œuvre plus souple et spécialisée. Qui plus est, les travailleurs recherchent de plus en plus des valeurs postmatérialistes comme l'épanouissement personnel, la conciliation travail-famille et la liberté. La notion de sécurité d'emploi aussi a changé : il ne s'agit plus d'avoir un emploi garanti mais plutôt d'avoir confiance en ses propres capacités. »

OPTI RESSOURCES
35 ANS D'EXPÉRIENCE
Courtier en éclairage médical et scientifique
Conseiller en microscopie
Service de microscopes et microtomes

OPTI-RESSOURCES inc.
4033, av. de l'Eau-vive
Charny (Québec) G6X 1J2
Tél. : (418) 832-6335
Télex. : (418) 832-7816
optiress@videotron.ca

Jean O. Brodeur B.Sc.Chim., D.Adm.

ASSISTANCE SOINS ET COMPAGNIE

ORGANISME FORMATEUR ACCRÉDITÉ

Formation continue pour le personnel soignant
Formation continue pour les gestionnaires
Service de conférenciers pour les entreprises
929, rue Dosquet
Sainte-Foy (Québec) G1V 3B8
Téléphone : (418) 656-0015
Télécopieur : (418) 658-9191
Courriel : renee.gagnon@qc.aira.com

DES RIFFES FRIPERIE

Sylvie Cayouette
1065, ROUTE DE L'ÉGLISE
SAINT-FOY (QUÉBEC) G1V 3W1 (418) 654-1054

Cheveux Piccar inc.

IMPORTATEUR DE REMPLACEMENTS CAPILLAIRES ET DE PERRUQUES
IMPORTER OF HAIR REPLACEMENT SYSTEMS AND WIGS
... pour elle et lui... for her and him
Pierrette Carrier
Présidente
16, rue Kings Drive
Shannon, QC G0A 4N0
Tél. : (418) 844-9990
1 888 508-2323
Télex. : (418) 844-9126
Courriel : cheveuxpiccar@megaquebec.net

Membre de l'Ordre des acupuncteurs du Québec No A-028-88

CLINIQUE D'ACUPUNCTURE LOVERTIER

Lorraine Vermette, AC.

Centre médical Quatre-Bourgeois
3220, chemin des Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy, QC G1W 2K8
(418) 654-9450

www.hdservicederecherche.com

Les spécialistes de la recherche et du traitement de l'information

Chercher • Trouver • Analyser • Compiler

Hélène Dubé
Directrice générale
hdube@hdservicederecherche.com

1191, rue du Geysier
Val-Bélair (Québec) G3J 1Y3
(418) 840-0346
(418) 840-0349

SIEL IMPRIMERIE

659, avenue Godin, Vanier (Québec) G1M 3E6
Téléphone: 418-688-9593 - Télécopieur: 418-688-8837
siel@imprimeriesiel.com

ASSURANCE DANIEL KIROUAC

Automobile, habitation, véhicule récréatif
Commercial et cautionnement

1112, du Domaine Cap-Rouge (Québec) G1Y 2C6
Tél.: (418) 653-2884
Télex.: (418) 653-7779
assurancedanielkiroouac.com

Jean Jacques Plante
graphiste, illustrateur

« Une association dynamique et personnalisée, à l'écoute des besoins, des goûts et des attentes du client. »

572-7253
www.jjgrafx.com

Yves & Sylvie Drouin

Conseillers en génie industriel & gestion de production
Spécialiste de l'optimisation de la production

- Kaizen
- Reconfiguration de la chaîne de valeur
- Prix de revient
- Implantation de la production à valeur ajoutée (PVA)
- Réduction des temps de mise en course (SMED)
- Études des temps et mouvements
- Systèmes de temps prédéterminés
- Implantation du travail cellulaire
- Implantation d'indicateurs de performance
- Analyse des processus
- Système pour équilibrer la production
- Implantation des 5S

www.tgica.com
(418) 228-6054

salon de beauté

L'Authentique

Janic Arsenault
Esthéticienne, Electrolyse
Valérie Roy
Esthéticienne, Massothérapeute

2750, chemin Sainte-Foy, local 16
Sainte-Foy, Québec G1V 1V6
418.657.3335

Les services **Pro-Gestion**

2750, chemin Sainte-Foy, suite 211
Sainte-Foy, Québec G1V 1V6

ENTREPRISE

Spécialités:
Tenue de livres
Traitement de la paie
États financiers de fin d'année
Impôt de compagnie
Conseils fiscaux
Service professionnel et personnalisé
Prix compétitifs

N'attendez pas contactez-nous!

Tél.: 651-5759 Téléc.: 651-8028 Courriel: progest@mediom.qc.ca

Riel Marketing inc.

Gestion performance • Positionnement stratégique • Développement de marché

Quand l'industrie performe mieux que votre entreprise, il est grand temps de faire une réflexion stratégique.

- Votre équipe de vente est-elle à la hauteur de vos attentes?
- Comment vos clients vous comparent-ils à vos concurrents?
- Pourquoi vos compétiteurs ont-ils une plus grande part de marché?
- Comment faites-vous pour vous différencier?

	Votre cie	Industrie
Vente	100%	100%
Profit brut	28%	37%
Dépenses d'opération	22%	20%
Profit d'opération	6%	17%
Autres dépenses	2%	4%
Profit avant impôt	4%	13%

Tél. : (418) 877-4538
Télex. : (418) 877-4530
rielmark@videotron.ca

CLAUDE RIEL, spécialiste en marketing depuis 25 ans.

TEKSHO
Un nouveau focus sur l'innovation

Éclairage
Sonorisation
Audiovisuel
Consultant
Technologie LED

1220, Lescarbot #4
Québec (Québec)
Canada G1N 4J4
Tél. : (418) 688-4343
Télex. : (418) 688-0491
http://www.teksho-inc.com

Alain Leclerc, Consultant
Pour actualiser le plein potentiel de vos équipes...

Alain Leclerc MBA, CHRA
35, de la Montagnette, Loretteville (Québec) G2A 3X5
Téléphone : (418) 576-2312
Courriel : alain1411@sympatico.ca

UN PARTENAIRE DE CHOIX EN AFFAIRES

La commission scolaire des Découvreurs est un partenaire stratégique dans toutes les phases de développement de votre entreprise.

Formation pré démarrage et démarrage
Programme Lancement d'une entreprise
CFP Maurice-Barbeau Tél. : (418) 652-2184

Formation post démarrage
Service aux entreprises
Services-conseils
Formation sur mesure

945, Wolfe, Sainte-Foy
Tél.: (418) 652-2121 ext. 4199

Commission scolaire des **D**écouvreurs

LE RETOUR DES « VIEUX »

L'emploi,
un
marché
mouvantANNE-MARIE VOISARD
AMVoisard@lesoleil.com

Le marché du travail est mouvant. Des « 30 glorieuses » en passant par l'État-providence et le culte de la jeunesse, jusqu'à la montée des vieux aujourd'hui, l'histoire donne à voir la force des impératifs tant économiques que démographiques.

Daniel Mercure, professeur au département de sociologie de l'Université Laval, retrace pour nous le fil des événements depuis les années d'après-guerre (1945-1975), dites les « 30 glorieuses » parce que la croissance est continue. C'est l'enrichissement des classes moyennes. Arrive la Révolution tranquille. La fonction publique connaît un essor sans précédent. Les emplois sont nombreux. C'est l'époque où « un unilingue francophone, bachelier en philosophie, pouvait devenir adjoint au directeur du personnel dans une usine de pâtes et papier », illustre M. Mercure.

JEUNESSE D'HIER

Tout est jeune, la culture, la mode. Ce sont les années hippies. Des gens de 60 ans et plus se mettent à fréquenter les discothèques. Parallèlement, on observe « une désaffection à l'égard du travail ». On partait pour l'étranger, les grands « voyages-qui-forment-la-jeunesse », assuré qu'au retour on serait réembauché.

Les nouveaux travailleurs sont plus scolarisés que les générations qui les ont précédés. De même, à partir de 1976, le taux d'activité des femmes (c'est-à-dire le nombre de celles qui souhaitent avoir un emploi) va croître de façon exponentielle. Chez les 55 ans et plus, il est passé de 40 à presque 80% en 2003.

Dans ce contexte s'inscrivent les soubresauts de l'économie. Daniel Mercure rappelle quelques dates. Premier choc pétrolier, en 1973. Le deuxième suivra en 1975-1976, en même temps que les grandes grèves, motivées par le contrôle des prix et des salaires. Puis, de 1979 à 1982, sévit la récession dont les effets, note le professeur, continuent de se faire sentir. De là vient la flexibilité demandée par les entreprises, laquelle consiste à « ajuster la production aux fluctuations économiques ».

FLEXIBILITÉ ET BONHEUR

Dans les faits, M. Mercure distingue trois sortes de flexibilité. La première est numérique. Elle vise à pouvoir mobiliser et démobilitiser la main-d'œuvre selon les besoins. À titre d'exemple, le professeur rappelle « l'hécatombe qui a frappé les hommes de 55 à 64 ans dans le secteur manufacturier ». De là aussi la sous-traitance, le travail à temps partiel, les contrats à durée déterminée, etc.

La flexibilité peut encore être fonctionnelle. Il s'agit de la polyvalence qui colore maintenant le visage de l'emploi. Elle est également financière, c'est-à-dire que les employeurs rechignent à accorder des hausses salariales. Parce que le marché fluctue, ils préfèrent attendre de voir s'il y a du profit et de quel ordre il sera, avant d'en faire bénéficier les employés, sous forme de bonis, de primes au rendement ou de participation à l'actionnariat.

Conséquence de la récession, la décennie 90 est aux prises avec la crise des finances publiques. Les États sont endettés. C'est la course au déficit zéro. D'où les retraites anticipées, « programmes mis en place de façon amateur, sans planification », observe Daniel Mercure. « Beaucoup plus de gens sont partis que ce à quoi on s'attendait. » Il cite le cas des infirmières dont la pénurie reste une préoccupation de l'heure. Les difficultés d'embauche pour les jeunes ne se sont pas trouvées réglées pour autant. Du moins pas à ce moment. Mais tout est en train de changer. Dans certains secteurs, on est même rendu à chercher désespérément du personnel. C'est le cas, notamment, des abattoirs de volaille, indique Ghislain Hallé, qui était jusqu'à tout récemment conseiller syndical à la CSN, avant de partir lui-même à la retraite.

Les portes s'ouvrent donc pour les jeunes. Encore faut-il savoir que la vie en ce qui les concerne ne se limite pas au boulot. La conciliation avec la famille est une valeur importante. D'accord pour besogner, mais pas dans n'importe quelles conditions. « Ce sont les entreprises qui vont devoir s'ajuster », prévoit Daniel Mercure. À l'avenir, il faudra viser rien de moins que le bonheur au travail.



« Un modèle de société est peut-être en train de se construire », croit Daniel Mercure, professeur au département de sociologie de l'Université Laval. Or, les jeunes, bien que ça ne paraisse pas toujours évident à première vue, sont gagnants.



Beiersdorf

*Flacons d'essai disponibles dans les succursales participantes.

**Source : BOHNSACK K., S. BALSER, A. SCHOLERMANN, A. FILBRY, C. TREDER-CONRAD, F. RIPPEKE et W. KUSTER. « Beneficial Effects of a Medical Face Care System in Subjects with Dry Skin ». Présentation par affiches au 30^e Congrès nordique de dermatologie et de vénéréologie, 2004.

RETOUR

Suite de la D 1

qu'on ait vu. Pas très bon, en effet, pour les liens intergénérationnels.

TOUS À L'OUVRAGE

Pendant ce temps, les places laissées libres dans le cercle extérieur (la périphérie) vont aux retraités qui, pour diverses raisons, reprennent du service. Certains n'arrivent pas à « financer leur Winnebago », illustre le professeur. La cause première de ces retours massifs demeure, dit le CETECH, « l'éclatement de la bulle boursière et la crise des fonds de retraite qui en a découlé ». En gros, évalue M. Mercure, la dégringolade de la valeur des fonds privés a atteint

Certains
retraités
n'arrivent
pas à payer
leur
Winnebago

40%. Le phénomène a d'abord frappé les États-Unis. Ce n'est pas pour rien que le magazine *Time*, dans sa livraison du 29 juillet 2002, présentait en couverture la caricature d'une femme aux cheveux blancs, maigre, ridée, juchée sur des patins à roulettes pour aller plus vite livrer les hamburgers à un jeune qui l'attend, hilarant, au volant de son auto. *Will you ever be able to RETIRE ?* (Pourrez-vous un jour prendre votre retraite ?), interroge le titre.

PRÉCAIRES, MAIS PAS MALHEUREUX

C'est donc par l'entremise du travail précaire, logé dans la périphérie, que les travailleurs âgés se remet-



« Pourrez-vous un jour prendre votre retraite ? », titrait le magazine *Time* en 2002 en faisant allusion à la dégringolade de la valeur des fonds privés qui a touché les États-Unis.

tent à l'ouvrage. Mais tous ne sont pas malheureux pour autant. Ils sont engagés comme consultants, contractuels, à temps partiel ou à plein temps. Plusieurs scénarios sont possibles. Quels qu'ils soient, ils favorisent le transfert d'expertise. Le savoir des anciens profite aux plus jeunes qui prennent la relève.

De plus, la flexibilité, chère aux employeurs, est assurée. On a beau accorder aux vieux un statut de permanent si on veut, ce n'est guère compromettant. Tout le monde sait qu'« ils ne sont pas là pour longtemps », souligne Daniel Mercure.

MAINTENANT EN
VENTE AU CANADA

Faites-en l'essai au rayon des cosmétiques de votre pharmacie.*



Cet hiver, dites adieu
à la peau sèche.

La rigueur du froid peut rendre votre peau tendue, squameuse et sujette aux démangeaisons. Mis au point par des dermatologues allemands, les produits Eucerin soignent tous les symptômes de la peau sèche. La formule unique à base d'urée (un hydratant naturellement présent dans la peau saine) des produits Eucerin pour la peau sèche améliore la capacité de l'épiderme à retenir l'humidité. Hypoallergéniques et non comédogènes, ces produits ne contiennent aucun parfum ni colorant. Ils soulagent efficacement votre peau sèche sans l'irriter**. Recommandés par les dermatologues.

Les produits Eucerin sont en vente chez Jean Coutu, Pharmaprix, Uniprix, Essaim, Familiprix et Brunet.

www.eucerin.ca

Eucerin®

SOINS DERMATOLOGIQUES